



CHAPITRE 48

Loi sur les services de santé et les services sociaux

[Sanctionnée le 24 décembre 1971]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit :

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

§ 1.—Définitions

Interprétation :

1. Dans la présente loi et les règlements, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

« établissement » :

a) « établissement » : un centre local de services communautaires, un centre hospitalier, un centre de services sociaux ou un centre d'accueil;

« établissement public » :

b) « établissement public » : un établissement visé aux articles 9 et 10;

« établissement privé » :

c) « établissement privé » : un établissement visé aux articles 11 et 12;

« établissement privé conventionné » :

d) « établissement privé conventionné » : un établissement privé qui a conclu avec le ministre une convention prévue à l'article 134;

« établissement affilié à une université » :

e) « établissement affilié à une université » : un établissement qui a conclu avec une université un contrat visé à l'article 88;

« conseil régional » :

f) « conseil régional » : un conseil de la santé et des services sociaux institué en vertu de la présente loi;

CHAPTER 48

An Act respecting health services and social services

[Assented to 24th December 1971]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

GENERAL PROVISIONS

§ 1.—Definitions

1. In this act and the regulations, unless the context indicates a different meaning, the following expressions and words mean:

(a) "establishment": a local community service centre, a hospital centre, a social service centre or a reception centre;

(b) "public establishment": an establishment contemplated in sections 9 and 10;

(c) "private establishment": an establishment contemplated in sections 11 and 12;

(d) "private establishment under agreement": any private establishment which has made an agreement contemplated in section 134 with the Minister;

(e) "establishment affiliated with a university": an establishment which has made a contract contemplated in section 88 with a university;

(f) "regional council": a health and social service council established under this act;

« centre local de services communautaires »;

g) « centre local de services communautaires »: une installation autre qu'un cabinet privé de professionnel où on assure à la communauté des services de prévention et d'action sanitaires et sociales, notamment en recevant ou visitant les personnes qui requièrent pour elles ou leurs familles des services de santé ou des services sociaux courants, en leur prodiguant de tels services, en les conseillant ou, si nécessaire, en les dirigeant vers les établissements les plus aptes à leur venir en aide;

« centre hospitalier »;

h) « centre hospitalier »: une installation où l'on reçoit des personnes pour fins de prévention, de diagnostic médical, de traitement médical, de réadaptation, physique ou mentale, à l'exclusion toutefois d'un cabinet privé de professionnel et d'une infirmerie où une institution religieuse ou d'enseignement reçoit les membres de son personnel ou ses élèves;

« centre de services sociaux »;

i) « centre de services sociaux »: une installation où on fournit des services d'action sociale en recevant ou visitant les personnes qui requièrent pour elles ou leurs familles des services sociaux spécialisés et en offrant aux personnes qui font face à des difficultés d'ordre social l'aide requise pour les secourir, notamment en mettant à leur disposition des services de prévention, de consultation, de traitement psychosocial ou de réadaptation, d'adoption, de placement d'enfants ou de personnes âgées, à l'exclusion toutefois d'un cabinet privé de professionnel;

« centre d'accueil »;

j) « centre d'accueil »: une installation où on accueille pour les loger, entretenir, garder sous observation, traiter ou réadapter, des personnes qui, en raison de leur âge ou de déficiences physiques, caractérielles, psychosociales ou familiales, doivent être soignées ou gardées en résidence protégée ou, s'il y a lieu, en cure fermée, y compris une pouponnière ou une garderie d'enfants mais à l'exception d'une installation maintenue par une institution religieuse pour y recevoir ses membres et adhérents;

« professionnel »;

k) « professionnel »: une personne qui est membre d'une corporation mentionnée à l'annexe ou qui fait partie d'un groupe déterminé par règlement, et dont l'activité est reliée directement aux services de santé ou aux services sociaux dispensés dans un établissement;

(g) "local community service centre": "local community service centre": facilities other than a professional's private consulting office in which sanitary and social preventive and action services are ensured to the community, in particular by receiving or visiting persons who require current health services or social services for themselves or their families, by rendering such services to them, counselling them or, if necessary, by referring them to the establishments most capable of assisting them;

(h) "hospital centre": facilities to which persons are admitted for preventive purposes, medical diagnosis, medical treatment, physical or mental rehabilitation, excluding however a professional's private consulting office and an infirmary where a religious or educational institution receives its staff or students;

(i) "social service centre": facilities in which social action services are provided by receiving or visiting persons who require specialized social services for themselves or their families and by offering to persons facing social difficulties the aid necessary to assist them, especially by making available to them services for prevention, consultation, psycho-social or rehabilitation treatment, adoption and placement of children or aged persons, excluding however a professional's private consulting office;

(j) "reception centre": facilities in which persons are received for lodging, maintenance, keeping under observation, treatment or rehabilitation, when by reason of age or physical, personality, psycho-social or family deficiencies, they must be treated or kept in protected residence or, if need be, for close treatment, including nurseries and day nurseries, except facilities maintained by a religious institution to receive its members and followers;

(k) "professional": a person who is a member of a corporation mentioned in the schedule or who is a member of a group determined by regulation, and whose activities are directly connected with the health services or social services provided in an establishment;

« cabinet
privé de
profes-
sionnel »;

l) « cabinet privé de professionnel » : un endroit situé ailleurs que dans un établissement où un ou plusieurs médecins, dentistes ou autres professionnels, individuellement ou en groupe, pratiquent habituellement leur profession à titre privé et à leur seul compte;

« minist-
tre »;

m) « ministre » : le ministre des affaires sociales;

« règle-
ment ».

n) « règlement » : tout règlement adopté en vertu de la présente loi par le lieutenant-gouverneur en conseil.

(l) "professional's private consulting office": a place, elsewhere than in an establishment, where one or more physicians, dentists or other professionals, alone or as a group, regularly practise their profession privately, on their own account;

(m) "Minister": the Minister of Social Affairs;

(n) "regulation": any regulation made under this act by the Lieutenant-Governor in Council.

§ 2.—Application

Applica-
tion.

2. La présente loi et les règlements s'appliquent à tout établissement quelle que soit la loi qui le régit et nonobstant toute loi générale ou spéciale.

Excep-
tion.

Toutefois ils ne s'appliquent pas aux activités bénévoles supportées principalement par des souscriptions publiques, aux activités d'animation sociale, d'information populaire ou d'entraide sociale ni aux autres activités qui sont prévues par les règlements, lorsque ces activités ne sont pas exercées sous l'autorité d'un établissement.

Idem.

Ils ne s'appliquent pas non plus aux institutions visées par la Loi des institutions psychiatriques pour détenus (Statuts refondus, 1964, chapitre 167).

Pouvoirs
du
ministre.

3. Le ministre exerce les pouvoirs que la présente loi lui confère de façon :

a) à améliorer l'état de santé de la population, l'état du milieu social dans lequel elle vit et les conditions sociales des individus, des familles et des groupes;

b) à rendre accessible à toute personne, d'une façon continue et pendant toute sa vie, la gamme complète des services de santé et des services sociaux, y compris la prévention et la réadaptation, de façon à répondre aux besoins des individus, des familles et des groupes aux plans physique, psychique et social;

c) à encourager la population et les groupes qui s'y forment à participer à l'instauration, à l'administration et au

§ 2.—Application

2. This act and the regulations shall apply to every establishment by whatever law governed, notwithstanding any general law or special act.

This act and the regulations shall not apply, however, to benevolent activities principally supported by public subscription, to activities for social betterment, public information or mutual social aid or to the other activities provided for by the regulations when such activities are not carried on under the authority of an establishment.

This act and the regulations also do not apply to the institutions contemplated by the Detained Persons Psychiatric Institutions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 167).

3. The Minister shall exercise the powers that this act confers upon him in order to:

(a) improve the state of the health of the population, the state of the social environment in which they live and the social conditions of individuals, families and groups;

(b) make accessible to every person, continuously and throughout his lifetime, the complete range of health services and social services, including prevention and rehabilitation, to meet the needs of individuals, families and groups from a physical, mental and social standpoint;

(c) encourage the population and the groups which compose it to participate in the founding, administration and de-

développement des établissements de façon à assurer leur dynamisme et leur renouvellement;

d) à mieux adapter les services de santé et les services sociaux aux besoins de la population en tenant compte des particularités régionales et à répartir entre ces services les ressources humaines et financières de la façon la plus juste et rationnelle possible;

e) à favoriser le recours aux méthodes modernes d'organisation et de gestion pour rendre plus efficaces les services offerts à la population;

f) à promouvoir la recherche et l'enseignement.

§ 3.—*Droit aux services de santé et aux services sociaux*

Droit aux services, etc.

4. Toute personne a droit de recevoir des services de santé et des services sociaux adéquats sur les plans à la fois scientifique, humain et social, avec continuité et de façon personnalisée, compte tenu de l'organisation et des ressources des établissements qui dispensent ces services.

Discrimination interdite.

5. Les services de santé et les services sociaux doivent être accordés sans distinction ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, la langue, l'ascendance nationale, l'origine sociale, les moeurs ou les convictions politiques de la personne qui les demande ou des membres de sa famille.

Liberté de choix.

6. Sous réserve de l'article 5 et de toute autre disposition législative applicable, rien dans la présente loi ne limite la liberté qu'a une personne qui réside au Québec de choisir le professionnel ou l'établissement duquel elle désire recevoir des services de santé ou des services sociaux, ni la liberté qu'a un professionnel d'accepter ou non de traiter cette personne.

Dossiers confidentiels.

7. Sont confidentiels les dossiers médicaux des patients dans un établissement. Nul ne peut en donner ou prendre communication, même aux fins d'une enquête, si ce n'est avec l'autorisation expresse ou implicite du patient, ou encore sur l'ordre du tribunal ou dans les autres cas prévus par la loi ou les règlements. Il en est de même

development of establishments so as to ensure their vital growth and renewal;

(d) better adapt the health services and social services to the needs of the population taking into account regional characteristics and apportion among such services the human and financial resources in the most equitable and rational manner possible;

(e) promote recourse to modern methods of organization and management to make the services offered to the population more effective;

(f) promote research and teaching.

§ 3.—*Right to health services and social services*

4. Every person has the right to receive adequate, continuous and personal health services and social services from a scientific, human and social standpoint, taking into account the organization and resources of the establishments providing such services.

Right to services, etc.

5. Health services and social services must be granted without discrimination or preference based on the race, colour, sex, religion, language, national extraction, social origin, customs or political convictions of the person applying for them or of the members of his family.

Discrimination, etc.

6. Subject to section 5 and any other applicable legislative provision, nothing in this act shall restrict the freedom of a resident of the province of Québec to choose the professional or establishment from whom or which he wishes to receive health services or social services or that of a professional to agree or refuse to treat such person.

Freedom to choose, etc.

7. The medical records of the patients in an establishment shall be confidential. No person shall give or take communication of them, even for an inquiry, except with the express or implied consent of the patient, or on the order of a court, or in other cases provided for by law or the regulations. The same shall apply to the

Records confidential.

des dossiers des personnes qui reçoivent des services sociaux d'un établissement.

Examen
de dossier
permis.

Toutefois un professionnel peut prendre connaissance d'un tel dossier pour fins d'étude, d'enseignement ou de recherche, avec l'autorisation du directeur des services professionnels de l'établissement qui a la garde du dossier ou, faute d'un tel directeur, avec l'autorisation du directeur général.

Requête
pour examiner
un dossier.

Toute personne à qui un établissement refuse l'accès à son dossier médical ou à son dossier ayant trait aux services sociaux qu'elle y a reçus peut, par requête sommaire, s'adresser à un juge de la Cour supérieure, de la Cour provinciale ou de la Cour des sessions pour en obtenir communication.

Ordre
du juge.

Le juge ordonne à cet établissement de donner à cette personne accès à son dossier à moins qu'il ne soit d'avis qu'il serait gravement préjudiciable à la santé de cette personne de prendre connaissance de son dossier.

Trans-
mission de
copie de
dossier.

Toute personne a droit d'obtenir d'un établissement où elle a reçu des services qu'il fasse parvenir à un autre établissement ou à un médecin ou dentiste qu'elle désigne une copie, un extrait ou un résumé de son dossier médical, conformément aux règlements.

§ 4.—Caractère public ou privé des établissements

Nature.

8. Tout établissement est public ou privé.

Établis-
sement
public.

9. Est un établissement public tout centre local de services communautaires ainsi que tout autre établissement maintenu par une corporation constituée en vertu de la présente loi ou résultant d'une fusion ou conversion faite en vertu de la présente loi.

Idem.

10. Est aussi un établissement public tout centre hospitalier ou centre de services sociaux qui est maintenu par une corporation sans but lucratif autre qu'une corporation visée à l'article 9 ainsi que, sous réserve de l'article 11, tout centre d'accueil maintenu par une telle corporation.

records of persons receiving social services from an establishment.

A professional, however, may examine such records for study, teaching or research, with the permission of the director of professional services of the establishment which keeps such records or, failing such a director, with the permission of the general manager.

Permis-
sion to
examine
records.

Every person to whom an establishment refuses access to his medical record or his record respecting the social services he has received may, on summary motion, apply to a judge of the Superior Court, Provincial Court or Court of the Sessions to obtain communication of it.

Right to
examine.

The judge shall order such establishment to give such person access to his record unless he is of opinion that it would be seriously prejudicial to the health of such person to examine his record.

Idem.

Every person shall have the right to obtain from an establishment in which he receives services that it send to another establishment or to a physician or dentist he designates, a copy, extract or summary of his medical record, in accordance with the regulations.

Copy,
etc.

§ 4.—Public or private nature of establishments

8. Every establishment is public or private.

Nature.

9. Every local community service centre and every other establishment maintained by a corporation constituted under this act or resulting from an amalgamation or conversion made under this act is a public establishment.

Public
estab-
lish-
ments.

10. Every hospital centre or social service centre maintained by a non-profit corporation other than a corporation contemplated by section 9, and, subject to section 11, every reception centre maintained by such a corporation is a public establishment.

Idem.

Établisse-
ment
privé.

11. Un centre d'accueil qui est maintenu par une corporation sans but lucratif autre qu'une corporation visée à l'article 9 est un établissement privé:

a) s'il est adapté pour recevoir à la fois au plus vingt personnes;

b) tant qu'il fonctionne sans avoir recours à des sommes d'argent provenant du fonds consolidé du revenu; ou

c) s'il fonctionne suivant une formule coopérative qui est prévue par les règlements.

Idem.

12. Tout autre établissement est un établissement privé.

SECTION II

CONSEILS DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

§ 1.—*Formation et pouvoirs*Institu-
tion.

13. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut instituer un conseil de la santé et des services sociaux pour chaque région du Québec qu'il détermine.

Nom.

14. Le nom de tout conseil régional doit comprendre l'expression « conseil de la santé et des services sociaux » et indiquer la région pour laquelle ce conseil est institué.

Pouvoir
d'une cor-
poration.

15. Tout conseil régional est une corporation au sens du Code civil et il peut, dans le cadre des normes établies à cette fin par les règlements, exercer tous les pouvoirs d'une telle corporation en outre des pouvoirs spéciaux que lui confère la présente loi.

Emprunt,
etc.

Il peut notamment emprunter et hypothéquer ses biens immeubles.

Fonc-
tions.

16. Un conseil régional a pour fonctions principales:

a) de susciter la participation de la population à la définition de ses propres besoins en matière de services de santé et de services sociaux ainsi qu'à l'administration et au fonctionnement des établissements qui dispensent ces services;

b) d'assurer des communications soutenues entre le public, le ministre et ces établissements;

11. A reception centre maintained by a non-profit corporation other than a corporation contemplated by section 9 is a private establishment.

Private
estab-
lishments.

(a) if it is capable of receiving not more than twenty persons at once;

(b) as long as it operates without recourse to amounts of money from the consolidated revenue fund; or

(c) if it operates in a cooperative form provided for by the regulations.

12. Every other establishment is a private establishment.

Others.

DIVISION II

HEALTH AND SOCIAL SERVICE COUNCILS

§ 1.—*Formation and powers*

13. The Lieutenant-Governor in Council may establish a health and social service council for each region of the province of Québec determined by him.

Estab-
lishment.

14. The name of every regional council must include the term "Health and Social Services Council" and indicate the region for which such council is established.

Name.

15. Every regional council shall be a corporation within the meaning of the Civil Code and it may, within the scope of the standards established for that purpose by the regulations, exercise all the powers of such a corporation in addition to the special powers conferred upon it by this act.

Corporate
powers.

It may in particular borrow and hypothecate its immovables.

Loans,
etc.

16. The principal functions of a regional council shall be:

Func-
tions.

(a) to encourage the participation of the population in defining its own needs in health services and social services and in the administration and operation of the establishments providing such services;

(b) to ensure sustained communication between the public, the Minister and such establishments;

c) de recevoir et entendre les plaintes des personnes auxquelles un établissement situé dans la région pour laquelle le conseil régional est institué n'a pas fourni les services de santé et les services sociaux que la présente loi leur donne droit de recevoir, et de faire à l'établissement en cause et au ministre les recommandations qu'il juge appropriées à ce sujet;

d) de conseiller et assister les établissements dans l'élaboration de leurs programmes de développement et de fonctionnement des services de santé et des services sociaux et d'assumer les fonctions que le ministre lui confie pour l'exécution de tels programmes;

e) de promouvoir la mise en place de services communs à ces établissements, l'échange de services entre eux, l'élimination des doublages de services et une meilleure répartition des services dans la région;

f) d'adresser au ministre, au moins une fois par année, ses recommandations aux fins d'assurer une répartition adéquate sur son territoire des ressources consacrées aux services de santé et aux services sociaux et la meilleure utilisation possible des ressources disponibles.

(c) to receive and hear the complaints of persons for whom an establishment situated in the region for which the regional council is established has not furnished the health services and the social services that this act entitles them to receive, and make the recommendations it considers appropriate in this regard to the establishment concerned and the Minister;

(d) to advise and assist the establishments in the preparation of their programs to develop and operate health services and social services and to assume the duties that the Minister entrusts it with to carry out such programs;

(e) to promote the setting up of common services for such establishments, the exchange of services between them, the elimination of duplication of services and a better apportionment of services in the region;

(f) to send the Minister, at least once a year, its recommendations to ensure adequate apportionment in its territory of the resources devoted to health services and social services and the best possible use of the available resources.

Règle-
ments
pour élec-
tion des
membres

17. Un conseil régional a aussi pour fonction de réglementer et surveiller l'élection des membres des conseils d'administration des établissements, lorsque la présente loi pourvoit à une telle élection.

Contenu.

Tout règlement adopté par un conseil régional en vertu du présent article doit porter sur la procédure à suivre à une telle élection, sa date, sa contestation et son annulation.

Appro-
bation,
etc.

Un tel règlement doit être soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil; s'il reçoit cette approbation, il entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*. Il doit être ensuite publié sans délai dans deux journaux circulant dans la région pour laquelle le conseil régional est institué.

17. The function of a regional council shall also be to regulate and supervise the election of the members of the boards of directors of the establishments when this act provides for such election.

Regula-
tion for
election of
directors.

Every regulation made by a regional council under this section must deal with the procedure to be followed in such election, its date, contestation and annulment.

Content.

Such regulation must be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council; if it receives such approval, it shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*. It must then be published forthwith in two newspapers circulating in the region for which the regional council is established.

Approval,
etc.

Procédu-
re de no-
mination.

18. Un conseil régional détermine, par règlement auquel s'applique le troisième alinéa de l'article 17, la procédure qui doit être suivie pour la nomination des

18. A regional council shall determine, by regulation to which the third paragraph of section 17 shall apply, the procedure which must be followed to appoint the

Procedure
for joint
appoint-
ment.

membres des conseils d'administration des établissements lorsque ces membres doivent, en vertu de la présente loi, être nommés conjointement par plusieurs établissements ou organismes.

members of the board of directors of establishments when such members must, under this act, be appointed jointly by several establishments or bodies.

Pouvoirs
du mi-
nistre.

19. À défaut de conseil régional dans une région, le ministre exerce pour cette région à l'égard des établissements, les pouvoirs visés aux articles 17 et 18.

19. If there is no regional council in a region, the Minister shall exercise for that region, with respect to the establishments, the powers contemplated in sections 17 and 18.

Séance
publique.

20. Tout conseil régional doit tenir au moins une fois par année une séance publique d'information à laquelle est invitée à participer la population de la région pour laquelle ce conseil est institué.

20. Every regional council must hold at least once a year a public information meeting in which the population of the region for which the council is established shall be invited to participate.

Réponse
aux ques-
tions.

Les membres du conseil d'administration ainsi que le directeur général doivent alors répondre aux questions qui leur sont adressées relativement aux fonctions que le conseil régional assume et aux relations qu'il entretient avec les établissements de la région pour laquelle il est institué.

The members of the board of directors and the general manager must then answer any questions put to them respecting the functions that the regional council assumes and the relations it has with the establishments of the region for which it is established.

§ 2.—Conseil d'administration

§ 2.—Board of directors

Compo-
sition.

21. Les pouvoirs d'un conseil régional sont exercés par un conseil d'administration formé de vingt et un membres. Le directeur général y siège dès sa nomination avec voix consultative seulement.

21. The powers of a regional council shall be exercised by a board of directors composed of twenty-one members. The general manager shall sit on it upon his appointment in an advisory capacity only.

Mandat
des
membres.

Quatre des membres sont élus pour deux ans par les maires des municipalités de la région pour laquelle le conseil régional est institué et deux sont nommés pour deux ans par le lieutenant-gouverneur en conseil après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs de la région.

Four of the members shall be elected for two years by the mayors of the municipalities of the region for which the regional council is established and two shall be appointed for two years by the Lieutenant-Governor in Council after consultation with the most representative socio-economic groups of the region.

Idem.

Les autres membres sont nommés pour deux ans par les organismes suivants de cette région:

The other members shall be appointed for two years by the following bodies of such region:

- a) deux par les universités;
- b) un par les collèges d'enseignement général et professionnel;
- c) trois par les centres locaux de services communautaires;
- d) trois par les centres hospitaliers;
- e) trois par les centres de services sociaux;
- f) trois par les centres d'accueil.

- (a) two by the universities;
- (b) one by the general and vocational colleges;
- (c) three by the local community service centres;
- (d) three by the hospital centres;
- (e) three by the social service centres;

Nomina-
tion par
lt.-g. en c.

À défaut de l'une de ces catégories d'organismes dans la région ou si l'élection ou la

(f) three by the reception centres.
Failing any of these classes of bodies in the region or if the election or appointment C.

nomination d'un membre n'a pas lieu, le lieutenant-gouverneur en conseil fait la nomination après consultation du conseil d'administration du conseil régional.

Procédu-
re. La procédure qui doit être suivie pour l'élection ou la nomination de ces membres est déterminée par règlement.

Mandat
de mem-
bres nom-
més. **22.** Huit des premiers membres du conseil d'administration d'un conseil régional, autres que ceux qui sont élus par les maires, sont nommés pour un an.

Tirage au
sort. Ces membres sont désignés par tirage au sort lors de la première assemblée du conseil d'administration du conseil régional.

Renou-
velle-
ment. **23.** Le mandat des membres du conseil d'administration autres que ceux qui sont élus par les maires des municipalités ne peut être renouvelé consécutivement qu'une seule fois.

Indem-
nisation. **24.** Les membres du conseil d'administration d'un conseil régional ne reçoivent aucun traitement à ce titre; ils peuvent être indemnisés, conformément aux règlements, de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées.

Fonctions
conti-
nuées. **25.** Les membres du conseil d'administration d'un conseil régional restent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés ou élus de nouveau ou remplacés.

Vacance. **26.** Toute vacance parmi les membres du conseil d'administration d'un conseil régional autres que les membres élus par les maires des municipalités est comblée en suivant le mode de nomination prescrit pour la nomination du membre à remplacer, mais seulement pour la durée non écoulée du mandat de ce dernier.

Idem. Toute vacance parmi les membres qui sont élus par les maires des municipalités est comblée, pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer, par les membres du conseil d'administration restant en fonction.

Président,
etc. **27.** Les membres du conseil d'administration d'un conseil régional réunis en

of a member does not take place, the Lieutenant-Governor in Council shall make the appointment after consulting the board of directors of the regional council.

The procedure that must be followed for the election or appointment of such members shall be determined by regulation.

22. Eight of the first members of the board of directors of a regional council, other than those elected by the mayors, shall be appointed for one year.

Such members shall be designated by a drawing of lots at the first meeting of the board of directors of the regional council.

23. The term of office of the members of the board of directors other than those elected by the mayors of the municipalities shall not be renewed consecutively more than once.

24. The members of the board of directors of a regional council shall receive no salary as such; they may be indemnified in accordance with the regulations for their expenses in attending meetings.

25. The members of the board of directors of a regional council shall remain in office, notwithstanding the expiry of their term, until reappointed, reelected or replaced.

26. Any vacancy occurring among the members of the board of directors of a regional council, other than the members elected by the mayors of the municipalities, shall be filled by following the mode of appointment prescribed for the appointment of the member to be replaced, but only for the unexpired portion of his term of office.

Any vacancy among the members who are elected by the mayors of the municipalities shall be filled, for the unexpired portion of the term of the member to be replaced, by the members of the board of directors who remain in office.

27. The members of the board of directors of a regional council in general

Proce-
dure.

First
appoint-
ments.

Drawing
of lots.

Term
restrict-
ed.

No
salary.

Continu-
ance in
office.

Vacancy.

Idem.

Chair-
man, etc.

assemblée générale élisent parmi eux, chaque année, le président et le vice-président du conseil régional.

Vote
prépon-
dérant.

Au cas d'égalité des voix à une assemblée des membres du conseil d'administration, le président a un vote prépondérant.

Conflit
d'intérêt.

28. Aucun membre du conseil d'administration d'un conseil régional ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui du conseil régional.

Excep-
tion.

Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.

meeting shall each year elect the chairman and the vice-chairman of the regional council from among their number.

In the case of a tie-vote at a meeting of the members of the board of directors, the chairman shall have a casting vote.

Casting
vote.

28. No member of the board of directors of a regional council shall, under pain of forfeiture of his office, have a direct or indirect interest in an undertaking putting his personal interest in conflict with that of the regional council.

Conflict
of
interest.

Nevertheless such forfeiture shall not be incurred if such interest devolves to him by succession or gift provided that he renounces or disposes of it with all possible dispatch.

Proviso.

§ 3.—Comité administratif

Institu-
tion.

29. Le conseil d'administration de tout conseil régional doit, par règlement, établir un comité administratif et déterminer les fonctions, pouvoirs et devoirs de ce comité.

Composi-
tion.

Le comité administratif est formé du président du conseil d'administration, qui le préside, du directeur général et de trois membres du conseil d'administration nommés annuellement par les membres de ce conseil réunis en assemblée générale.

§ 3.—Administrative Committee

29. The board of directors of a regional council must, by regulation, establish an administrative committee and determine the functions, powers and duties of such committee.

Estab-
lishment.

The administrative committee shall consist of the chairman of the board of directors, who shall preside, the general manager and three members of the board of directors appointed annually by the members of such board in general meeting.

Composi-
tion.

Indemnifi-
cation.

30. Les membres du comité administratif ne reçoivent aucun traitement à ce titre; ils peuvent être indemnisés, conformément aux règlements, de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées.

30. The members of the administrative committee shall receive no salary as such; they may be indemnified in accordance with the regulations for their expenses in attending meetings.

No
salary.

Fonctions
conti-
nuées.

31. Les membres du comité administratif demeurent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés, pourvu que, sauf dans le cas du directeur général, ils demeurent membres du conseil d'administration.

31. The members of the administrative committee shall remain in office, notwithstanding the expiry of their term, until reappointed or replaced, provided that, except in the case of the general manager, they remain members of the board of directors.

Continu-
ance in
office.

Vacance.

32. Toute vacance parmi les membres du comité administratif est comblée en suivant le mode de nomination prescrit pour la nomination du membre à remplacer, mais seulement pour la durée non écoulée du mandat de ce dernier.

32. Every vacancy among the members of the administrative committee shall be filled by following the mode of appointment prescribed for the appointment of the member to be replaced, but only for the unexpired portion of his term of office.

Vacancy.

§ 4.—*Directeur général et personnel*Adminis-
tration.

33. Le directeur général dirige et coordonne toute l'administration du conseil régional dans le cadre de ses règlements.

Services
exclusifs.

34. Le directeur général doit s'occuper exclusivement du travail du conseil régional et des devoirs de sa fonction.

Nominations,
etc.

35. Le directeur général, le secrétaire ainsi que les autres employés d'un conseil régional sont nommés par le conseil d'administration; ils sont rémunérés suivant les normes et barèmes établis à cette fin par règlement.

§ 4.—*General manager and staff*

33. The general manager shall direct and coordinate all the administration of the regional council within the scope of its regulations. Adminis-
tration.

34. The general manager shall devote himself exclusively to the work of the regional council and to the duties of his office. Exclusive
employ-
ment.

35. The general manager, the secretary and the other employees of the regional council shall be appointed by the board of directors; they shall be remunerated according to the standards and scales established for that purpose by regulation. Appoint-
ments,
etc.

§ 5.—*Dispositions diverses*Authen-
ticité des
procès-
verbaux.

36. Les procès-verbaux des séances approuvés par un conseil régional sont authentiques; il en est de même des copies ou extraits certifiés par le président du conseil régional ou son secrétaire.

Signature
d'actes,
etc.

37. Nul acte, document ou écrit n'engage un conseil régional, ni ne peut être attribué à un conseil régional s'il n'est signé par le président, le directeur général, le secrétaire ou par un employé du conseil régional mais uniquement, dans le cas de ce dernier, dans la mesure déterminée par règlement du conseil régional.

Rapport
annuel.

38. Tout conseil régional doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, faire au ministre un rapport de son activité pour l'année se terminant le 31 décembre précédent. Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut prescrire. Il est déposé devant l'Assemblée nationale dans les trente jours si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.

Rensei-
gnements.

Un conseil régional doit, en outre, fournir en tout temps au ministre tout renseignement qu'il requiert sur ses activités.

§ 5.—*Miscellaneous*

36. The minutes of the meetings approved by a regional council shall be authentic; the same shall apply to copies or extracts certified by the chairman of the regional council or its secretary. Minutes
of
meetings.

37. No act, document or writing shall bind a regional council or be attributed to a regional council, unless signed by the chairman, the general manager, the secretary or an employee of the regional council but only, in the case of the employee, to the extent determined by by-law of the regional council. When act,
etc., not
binding.

38. Every regional council shall, not later than the 31st of March of each year, make a report of its activities to the Minister for the year ending on the preceding 31st of December. Such report must also contain all information the Minister may prescribe. It shall be laid before the National Assembly within thirty days if it is in session or, if not, within ten days of the opening of the next session. Annual
report.

A regional council shall also at any time give the Minister any information he requires on its activities. Informa-
tion.

SECTION III

FORMATION ET ADMINISTRATION
DES ÉTABLISSEMENTS§ 1.—*Constitution et pouvoirs
des établissements publics*Institu-
tion par
lettres
patentes.

39. Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, instituer par lettres patentes sous ses seing et sceau, des établissements publics de l'une ou de plusieurs des quatre catégories suivantes:

- a) centres locaux de services communautaires;
- b) centres hospitaliers;
- c) centres de services sociaux;
- d) centres d'accueil.

Disposi-
tions ap-
plicables.

Lorsqu'un établissement public appartient à plus d'une catégorie, y compris celle de centre hospitalier, les dispositions de la présente loi relatives à l'organisation et à l'administration de cette dernière catégorie s'appliquent; dans les autres cas, on applique les dispositions de la présente loi relatives à la catégorie pour laquelle l'établissement est principalement institué suivant la mention qui doit en être faite dans les lettres patentes.

Désigna-
tion des
catégo-
ries, etc.

40. Les lettres patentes désignent les catégories auxquelles appartient l'établissement, son nom, le lieu de son siège social et au moins cinq membres provisoires de son conseil et au plus autant de membres provisoires qu'il doit y en avoir d'élus ou nommés suivant chacun des articles 50 à 53, suivant le cas, nommés jusqu'à ce que les élections ou nominations prévues auxdits articles aient eu lieu; elles peuvent aussi contenir toute autre disposition conciliable avec la présente loi.

Modifi-
cations.

41. Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, délivrer des lettres patentes supplémentaires modifiant les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires d'un établissement.

Avis.

Un avis de la délivrance des lettres patentes et des lettres patentes supplé-

DIVISION III

FORMATION AND ADMINISTRATION
OF ESTABLISHMENTS§ 1.—*Constitution and powers
of public establishments*

39. The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, establish by letters patent under his hand and seal, public establishments of one or more of the four following classes:

- (a) local community service centres;
- (b) hospital centres;
- (c) social service centres;
- (d) reception centres.

Estab-
lishment
by letters
patent.

When a public establishment belongs to more than one class, including that of hospital centre, the provisions of this act relating to the organization and administration of such last mentioned class shall apply; in other cases, the provisions of this act respecting the class for which the establishment is principally instituted according to the mention which must be made of it in the letters patent shall be applied.

Provisions
to apply.

40. The letters patent shall designate the classes to which the establishment belongs, its name, the place of its corporate seat and at least five provisional members of its board and at most as many provisional members as must be elected or appointed thereto under sections 50 to 53, as the case may be, appointed until the elections or appointments provided for in such sections are held or made; they may also contain any other provision consistent with this act.

Class, etc.,
designat-
ed.

41. The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, issue supplementary letters patent amending the letters patent or the supplementary letters patent of an establishment.

Amend-
ments.

Notice of the issue of the letters patent and of the supplementary letters patent

Notice.

mentaires en vertu de l'article 39 et du présent article doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

under section 39 and this section shall be published in the *Québec Official Gazette*.

Date de constitution.

42. Sous réserve de la publication de cet avis, l'établissement public est constitué à compter de la date des lettres patentes.

42. Subject to the publication of such notice, the public establishment shall be constituted from the date of the letters patent.

Date of constitution.

Pouvoirs.

43. Tout établissement public est une corporation au sens du Code civil et il peut, dans le cadre des règlements, exercer tous les pouvoirs d'une telle corporation en outre des pouvoirs spéciaux que lui confère la présente loi.

43. Every public establishment shall be a corporation within the meaning of the Civil Code and it may, within the scope of the regulations, exercise all the powers of such a corporation in addition to the special powers conferred upon it by this act.

Powers.

Emprunts, etc.

Il peut notamment emprunter et hypothéquer ses biens immeubles.

It may in particular borrow and hypothecate its immovables.

Borrow, etc.

§ 2.—*Dispositions applicables à tous les établissements*

§ 2.—*Provisions applicable to all establishments*

Autorisation requise.

44. Nul ne peut instaurer, transformer, agrandir ou cesser d'exploiter un établissement en tout ou en partie sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil.

44. No person may found, alter, enlarge or cease to operate an establishment in whole or in part without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council.

Authorization needed.

Instauration.

L'instauration d'un établissement comprend l'acquisition ou l'utilisation de terrains ou de bâtiments et la construction nouvelle ou la transformation.

The founding of an establishment includes the acquisition or use of land or buildings and new construction or alterations.

Founding.

Établissement subventionné.

45. Un établissement acquis en tout ou en partie grâce à une subvention du gouvernement ne doit pas, sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, être utilisé pour d'autres fins.

45. An establishment acquired in whole or in part through a subsidy of the government shall not, without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, be used for other purposes.

Subsidized establishment.

Exercice de droits consentis.

Le présent article n'empêche pas un fidéicommissaire d'obligataires ou un créancier hypothécaire d'exercer des droits consentis avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil ou

This section shall not prevent a trustee for bondholders or hypothecary creditor from exercising rights granted with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council or,

Trustee not limited.

a) dans le cas d'un centre hospitalier, des droits consentis avant le 6 juillet 1962; ou

(a) in the case of a hospital centre, rights granted before the 6th of July 1962; or,

b) dans le cas de tout autre établissement, des droits consentis avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

(b) in the case of any other establishment, rights granted before the date of the coming into force of this act.

Propriété d'une corporation.

46. Un établissement public qui n'est pas la propriété du gouvernement doit être la propriété d'une corporation n'ayant pas d'autre objet que celui de maintenir cet établissement.

46. A public establishment not owned by the government must be owned by a corporation having no other object than that of maintaining such establishment.

Owned by corporation.

Loca-
taire, etc.

Une telle corporation peut seule être locataire, concessionnaire ou administratrice d'un établissement appartenant au gouvernement.

Only such a corporation may be the lessee, concessionary or administrator of an establishment belonging to the government. Corporation lessee, etc.

Octroi de
charte au-
torisée.

47. Aucune charte autre qu'une loi de la Législature, qu'il s'agisse de lettres patentes ou d'un autre document constituant un établissement, ne peut être accordée, modifiée, révoquée ou abandonnée sans le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil.

47. No charter other than an act of the Legislature, whether it be letters patent or another document incorporating an establishment, may be granted, amended, revoked or abandoned without the consent of the Lieutenant-Governor in Council. Charter granted, etc., by Lt.-G. in C.

Applica-
tion de
la loi.

Une telle charte ne peut être accordée pour constituer une corporation ayant pour objet de maintenir un établissement public si ce n'est en vertu de la présente loi.

Such a charter shall not be granted to constitute a corporation having as its object to maintain a public establishment, unless granted under this act. Under act.

Nullité de
contrat.

48. Tout contrat fait par un établissement sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil ou du ministre est nul dans tous les cas où cette autorisation est requise par la présente loi.

48. Every contract made by an establishment without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council or the Minister is null in all cases where such authorization is required by this act. Contract null.

§ 3.—*Conseil d'administration des établissements publics*

§ 3.—*Board of directors of public establishments*

Constitu-
tion et
composi-
tion.

49. Les pouvoirs d'un établissement public sont exercés par un conseil d'administration composé suivant les articles 50 à 53; ce conseil a autorité complète sur la gestion de l'établissement.

49. The powers of a public establishment shall be exercised by a board of directors composed in accordance with sections 50 to 53; such board shall have complete authority over the management of the establishment. Powers exercised by board.

Conseil
d'un cen-
tre de
services
commu-
nautaires.

50. Un centre local de services communautaires est administré par un conseil formé des membres suivants, qui en font partie au fur et à mesure de leur élection ou nomination:

50. A local community service centre shall be administered by a board consisting of the following members, who shall be members of it upon their election or appointment: Adminis-
tration of
Communi-
ty
Service
Centre.

a) cinq personnes majeures résidant dans le territoire desservi par le centre, élues pour un an par l'assemblée des personnes qui détiennent une carte ou sont inscrites à un registre, établissant que le centre leur a fourni des services de santé ou des services sociaux au cours de l'année précédente;

(a) five persons of full age residing in the territory served by the centre, elected for one year by the meeting of the persons who hold a card or are entered in a register, establishing that the centre has provided them with health services or social services during the preceding year;

b) deux personnes nommées pour deux ans par le lieutenant-gouverneur en conseil parmi la population du territoire desservi par le centre;

(b) two persons appointed for two years by the Lieutenant-Governor in Council from among the population of the territory served by the centre;

c) une personne élue pour un an par les professionnels exerçant dans le centre

(c) one person elected for one year by the professionals practising in the centre

ou, si un conseil consultatif des professionnels existe dans le centre, par ce conseil;

d) une personne élue pour un an par le personnel non professionnel du centre;

e) une personne nommée pour un an conjointement par les conseils d'administration des centres hospitaliers auquel le centre local de services communautaires est relié par un contrat de services professionnels visé à l'article 87, lorsqu'un tel contrat existe;

f) une personne nommée pour un an conjointement par les conseils d'administration des centres de services sociaux auxquels le centre est relié par un contrat de services professionnels visé à l'article 87, lorsqu'un tel contrat existe;

g) le directeur général du centre, qui y siège avec voix consultative seulement.

or, if there is a professionals' advisory council in the centre, by that council;

(d) one person elected for one year by the non-professional staff of the centre;

(e) one person appointed for one year jointly by the boards of directors of the hospital centres to which the local community service centre is bound by a contract of professional services contemplated in section 87, when there is such a contract;

(f) one person appointed for one year jointly by the boards of directors of the social service centres to which the centre is bound by a contract of professional services contemplated in section 87, when there is such a contract;

(g) the general manager of the centre, who shall sit in an advisory capacity only.

Conseil
d'un cen-
tre hospi-
talier.

51. Un centre hospitalier est administré par un conseil formé des membres suivants, qui en font partie au fur et à mesure de leur élection ou nomination:

a) deux personnes majeures élues pour un an par l'assemblée des personnes qui détiennent une carte ou sont inscrites à un registre, établissant que le centre leur a fourni des services de santé au cours des trois années précédentes;

b) deux personnes nommées pour deux ans par le lieutenant-gouverneur en conseil après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire desservi par le centre;

c) dans le cas d'un établissement maintenu par une corporation visée à l'article 10, quatre personnes élues pour deux ans par les membres de la corporation;

d) une personne désignée pour un an par le conseil consultatif des professionnels constitué dans le centre;

e) une personne désignée pour un an par le conseil des médecins et dentistes constitué dans le centre;

f) une personne élue pour un an par l'ensemble des membres du personnel non professionnel du centre;

g) une personne nommée pour un an conjointement par les conseils d'administration des centres locaux de services communautaires reliés au centre par un contrat de services professionnels visé à l'article 87, lorsqu'un tel contrat existe;

51. A hospital centre shall be administered by a board composed of the following members, who shall be members of it upon their election or appointment:

(a) two persons of full age elected for one year by a meeting of the persons who hold a card or are entered in a register, establishing that the centre has provided them with health services during the three preceding years;

(b) two persons appointed for two years by the Lieutenant-Governor in Council after consultation with the most representative socio-economic groups in the territory served by the centre;

(c) in the case of an establishment maintained by a corporation contemplated in section 10, four persons elected for two years by the members of the corporation;

(d) one person designated for one year by the professionals' advisory council constituted in the centre;

(e) one person designated for one year by the council of physicians and dentists constituted in the centre;

(f) one person elected for one year by all the members of the non-professional staff of the centre;

(g) one person appointed jointly, for one year, by the boards of directors of the local community service centres bound to the centre by a contract of professional services contemplated in section 87, when there is such a contract;

Adminis-
tration of
hospital
centre.

h) dans le cas d'un établissement affilié à une université, un membre nommé pour un an par cette université et un autre élu pour un an par les médecins internes et résidents du centre;

i) le directeur général du centre, avec voix consultative seulement.

Conseil
d'un cen-
tre de
services
sociaux.

52. Un centre de services sociaux est administré par un conseil formé des membres suivants, qui en font partie au fur et à mesure de leur élection ou nomination:

a) deux personnes majeures élues pour un an par l'assemblée des personnes qui détiennent une carte ou sont inscrites à un registre, établissant que le centre leur a fourni des services sociaux au cours des trois années précédentes;

b) deux personnes nommées pour deux ans par le lieutenant-gouverneur en conseil après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire desservi par le centre;

c) dans le cas d'un établissement maintenu par une corporation visée à l'article 10, quatre personnes élues pour deux ans par les membres de la corporation;

d) une personne désignée pour un an par le conseil consultatif des professionnels constitué dans le centre;

e) une personne élue pour un an par l'ensemble des membres du personnel non professionnel du centre;

f) deux personnes nommées pour un an conjointement par les conseils d'administration des centres locaux de services communautaires reliés au centre par un contrat de services professionnels visé à l'article 87, lorsqu'un tel contrat existe;

g) dans le cas d'un établissement affilié à une université, un membre nommé pour un an par cette université;

h) le directeur général du centre, avec voix consultative seulement.

Conseil
d'un cen-
tre
d'accueil.

53. Un centre d'accueil est administré par un conseil formé des membres suivants, qui en font partie au fur et à mesure de leur nomination:

a) dans le cas d'un centre d'accueil qui reçoit des adultes, deux de ces adultes élus pour un an par l'ensemble de ces adultes;

b) dans le cas d'un centre d'accueil qui reçoit des enfants, deux des parents de

(h) in the case of an establishment affiliated with a university, one member appointed for one year by such university and another elected for one year by the interns and residents of the centre;

(i) the general manager of the centre, in an advisory capacity only.

52. A social service centre shall be administered by a board composed of the following members, who shall be members of it upon their election or appointment:

(a) two persons of full age elected for one year by a meeting of the persons who hold a card or are entered in a register, establishing that the centre has provided them with social services during the three preceding years;

(b) two persons appointed for two years by the Lieutenant-Governor in Council after consultation with the most representative socio-economic groups of the territory served by the centre;

(c) in the case of an establishment maintained by a corporation contemplated in section 10, four persons elected for two years by the members of the corporation;

(d) one person designated for one year by the professionals' advisory council constituted in the centre;

(e) one person elected for one year by all the members of the non-professional staff of the centre;

(f) two persons appointed jointly, for one year, by the boards of directors of the local community service centres bound to the centre by a contract of professional services contemplated in section 87, when there is such a contract;

(g) in the case of an establishment affiliated with a university, one member appointed for one year by that university;

(h) the general manager of the centre, in an advisory capacity only.

Adminis-
tration of
social
service
centre.

53. A reception centre shall be administered by a board composed of the following members, who shall be members of it upon their appointment:

(a) in the case of a reception centre for adults, two of such adults elected for one year by all such adults;

(b) in the case of a reception centre for children, two persons from among the

Adminis-
tration of
reception
centre.

ces enfants élus pour un an par l'ensemble de ces parents;

c) deux personnes nommées pour deux ans par le lieutenant-gouverneur en conseil après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire desservi par le centre;

d) dans le cas d'un établissement maintenu par une corporation visée à l'article 10, deux personnes élues pour deux ans par les membres de cette corporation;

e) une personne élue pour un an par les professionnels exerçant dans le centre ou, si un conseil consultatif des professionnels existe dans le centre, par ce conseil;

f) une personne élue pour un an par l'ensemble des membres du personnel non professionnel du centre;

g) une personne nommée pour un an conjointement par les conseils d'administration des centres hospitaliers reliés au centre par un contrat de services professionnels visé à l'article 87, lorsqu'un tel contrat existe;

h) une personne nommée pour un an conjointement par les conseils d'administration des centres de services sociaux reliés au centre par un contrat de services professionnels visé à l'article 87, lorsqu'un tel contrat existe;

i) dans le cas d'un établissement affilié à une université, un membre nommé pour un an par cette université;

j) le directeur général du centre, avec voix consultative seulement.

parents of such children, elected for one year by all of such parents;

(c) two persons appointed for two years by the Lieutenant-Governor in Council after consultation with the most representative socio-economic groups of the territory served by the centre;

(d) in the case of an establishment maintained by a corporation contemplated in section 10, two persons elected for two years by the members of that corporation;

(e) one person elected for one year by the professionals practising in the centre, or if there is a professionals' advisory council in the centre, by that council;

(f) one person elected for one year by all the members of the non-professional staff of the centre;

(g) one person appointed jointly for one year by the boards of directors of the hospital centres bound to the centre by a contract of professional services contemplated in section 87, when there is such a contract;

(h) one person appointed jointly for one year by the boards of directors of the social service centres bound to the centre by a contract of professional services contemplated in section 87, when there is such a contract;

(i) in the case of an establishment affiliated with a university, one member appointed for one year by that university;

(j) the general manager of the centre, in an advisory capacity only.

Assemblée.

54. L'assemblée visée au paragraphe *a* de chacun des articles 50, 51 et 52 doit être tenue à la fin de chaque année; elle est convoquée par un avis d'au moins quinze jours qui doit être publié dans deux journaux circulant dans le territoire desservi par le centre, conformément aux règlements.

Quorum.

Le quorum à cette assemblée est de cent personnes.

Nomination par conseil régional.

55. Si l'élection ou la nomination d'un membre en vertu des articles 50 à 53 n'a pas lieu, le conseil régional de la région dans laquelle l'établissement est situé fait la nomination.

Meeting.

54. The meeting contemplated in paragraph *a* of each of sections 50, 51 and 52 must be held at the end of each year; it shall be called by a notice of at least fifteen days which must be published in two newspapers circulating in the territory served by the centre, in accordance with the regulations.

One hundred persons shall constitute a quorum at such meeting.

Election, etc., not held.

55. If the election or appointment of a member under sections 50 to 53 is not held or made, the regional council of the region in which the establishment is situated shall make the appointment.

Nomina- tion par le ministre.	À défaut de conseil régional dans la région, le ministre fait la nomination.	If there is no regional council in the region, the Minister shall make the ap- pointment.	Appoint- ment by Minister.
Vacance.	56. Toute vacance survenant au cours de la durée du mandat d'un membre du conseil d'un établissement public autre qu'un membre élu conformément au paragraphe <i>a</i> de chacun des articles 50 à 53 est comblée en suivant le mode de nomination ou élection prescrit pour la nomination du membre à remplacer, mais seulement pour la durée non écoulée du mandat de ce dernier.	56. Any vacancy which occurs during the term of office of a member of the board of a public establishment, other than a member elected in accordance with paragraph <i>a</i> of each of sections 50 to 53 shall be filled by following the mode prescribed for the appointment or election of the member to be replaced, but only for the unexpired portion of the term of such member.	Vacancy.
Idem.	Toute vacance parmi les membres élus conformément au paragraphe <i>a</i> de chacun des articles 50 à 53 est comblée, pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer, par les membres du conseil restant en fonction.	Any vacancy among the members elected in accordance with paragraph <i>a</i> of each of sections 50 to 53 shall be filled for the unexpired portion of the term of the member to be replaced, by the members of the board who remain in office.	Idem.
Fonctions conti- nuées.	57. Les membres du conseil d'un établissement public restent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés ou élus de nouveau ou remplacés.	57. The members of the board of a public establishment shall remain in office, notwithstanding the expiry of their term, until reappointed, reelected or replaced.	Continu- ance in office.
Président, etc.	58. Les membres du conseil d'un établissement public élisent parmi eux, chaque année, le président et le vice-président de l'établissement.	58. The members of the board of a public establishment shall elect the president and the vice-president of the establishment from among themselves each year.	President, etc.
Vote prépon- dérant.	Au cas d'égalité des voix à une assemblée des membres du conseil d'administration, le président a un vote prépondérant.	In the case of a tie-vote at a meeting of the members of the board of directors, the president shall have a casting vote.	Casting vote.
Indemni- sation.	59. Les membres du conseil d'un établissement public ne reçoivent aucun traitement à ce titre; ils peuvent être indemnisés, conformément aux règlements, de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées.	59. The members of the board of a public establishment shall receive no salary as such; they may be indemnified, in accordance with the regulations, for their expenses incurred in attending meetings.	No salary.
Conflit d'intérêt.	60. Aucun membre du conseil d'un établissement public ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de l'établissement.	60. No member of the board of a public establishment shall, under pain of forfeiture of his office, have any direct or indirect interest in an undertaking causing his personal interest to conflict with that of the establishment.	Conflict- ing in- terest.
Excep- tion.	Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.	Such forfeiture shall not take place, however, if such interest devolves to him by succession or gift, provided he renounces or disposes of it with all possible dispatch.	Proviso.

§ 4.—Comité administratif

§ 4.—Administrative committee

Constitution.

61. Le conseil d'administration de tout établissement public doit, par règlement, établir un comité administratif et déterminer les fonctions, pouvoirs et devoirs de ce comité.

61. The board of directors of every public establishment must establish, by by-law, an administrative committee and determine its functions, powers and duties.

Establishment.

Composition.

62. Le comité administratif est formé du président du conseil d'administration, du directeur général et de quatre autres membres du conseil d'administration de l'établissement nommés annuellement par ce conseil, dont un doit avoir été élu en vertu du paragraphe *a* de chacun des articles 50 à 53.

62. The administrative committee shall consist of the chairman of the board of directors, the general manager and four other members of the board of directors of the establishment appointed each year by such board, one of whom must be elected under paragraph *a* of each of sections 50 to 53.

Composition.

Idem.

63. Toutefois, dans le cas d'un centre hospitalier, un de ces membres est le membre du conseil d'administration désigné par le conseil des médecins et dentistes et un autre est le membre du conseil d'administration désigné par le conseil consultatif des professionnels; dans le cas d'un centre de services sociaux, un de ces membres est le membre du conseil d'administration désigné par le conseil consultatif des professionnels.

63. Nevertheless, in the case of a hospital centre, one of such members shall be the member of the board of directors designated by the council of physicians and dentists and another shall be the member of the board of directors designated by the professionals' advisory council; in the case of a social service centre, one of such members shall be the member of the board of directors designated by the professionals' advisory council.

Idem.

Délégué d'une université.

Dans le cas d'un établissement affilié à une université, une personne déléguée par cette université fait aussi partie du comité administratif avec voix consultative seulement.

In the case of an establishment affiliated with a university, a person delegated by such university shall also be a member of the administrative committee in an advisory capacity only.

Person delegated by university.

Professionnels.

64. Au moins un et pas plus de deux professionnels exerçant dans l'établissement doivent faire partie du comité administratif.

64. Not less than one nor more than two professionals practising in the establishment must be members of the administrative committee.

Professionals.

Perte de qualité.

65. Une personne cesse d'être membre du comité administratif dès qu'elle perd la qualité nécessaire pour y siéger.

65. A person shall cease to be a member of the administrative committee as soon as he is no longer qualified to sit on it.

Loss of quality.

Fonctions continuées.

66. Sous réserve de l'article 65, les membres du comité administratif restent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

66. Subject to section 65, the members of the administrative committee shall remain in office notwithstanding the expiry of their term, until reappointed or replaced.

Continuance in office.

Indemnisation.

67. Les membres du comité administratif d'un établissement public ne reçoivent aucun traitement à ce titre; ils peuvent être indemnisés, conformément aux

67. The members of the administrative committee of a public establishment shall receive no salary as such; they may be indemnified, in accordance with the re-

No salary.

règlements, de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées.

gulations, for their expenses incurred in attending meetings.

68. Toute vacance qui survient au comité administratif est comblée suivant le mode de nomination prévu pour la nomination du membre à remplacer.

68. Any vacancy which occurs on the administrative committee shall be filled by following the mode of appointment prescribed for the member to be replaced.

§ 5.—*Directeur général et personnel*

§ 5.—*General manager and personnel*

69. Le directeur général d'un établissement public est nommé par le conseil d'administration.

69. The general manager of a public establishment shall be appointed by the board of directors.

Idem. Le directeur général d'un établissement privé est nommé par le propriétaire de l'établissement.

Idem. The general manager of a private establishment shall be appointed by the owner of the establishment.

Services exclusifs. Les règlements déterminent les classes d'établissement dans lesquelles le directeur général doit s'occuper exclusivement du travail de l'établissement et des devoirs de sa fonction.

Exclusive employment. The by-laws shall determine the classes of establishments in which the general manager shall devote himself exclusively to the work of the establishment and to the duties of his office.

Fonctions. **70.** Le directeur général dirige et coordonne toute l'administration de l'établissement dans le cadre des règlements.

Functions. **70.** The general manager shall direct and coordinate the entire administration of the establishment within the scope of its by-laws.

Il doit notamment, dans ce cadre:

Within that scope he shall in particular:

a) assurer la mise à exécution des résolutions du conseil d'administration et du comité administratif;

(a) see that the resolutions of the board of directors and the administrative committee are carried out;

b) préparer le budget de l'établissement ainsi que des plans d'organisation de l'établissement pourvoyant notamment, conformément à la présente loi et aux règlements, à la création des services administratifs requis et à leur direction et soumettre ce budget et ces plans pour approbation au conseil d'administration;

(b) prepare the establishment's budget, and organization plans, providing especially, in accordance with this act and the regulations, for the creation and supervision of the required administrative services and submit such budget and plans to the board of directors for approval;

c) voir à la mise en vigueur et à l'opération d'un système efficace de gestion et de contrôle pour assurer la garde, la conservation et l'utilisation des ressources de l'établissement;

(c) see to the implementation and operation of an effective management and supervisory system to ensure the keeping, preservation and use of the establishment's resources;

d) signer au nom de l'établissement les contrats autorisés par le conseil d'administration ou par le comité administratif.

(d) sign, on behalf of the establishment, all contracts authorized by the board of directors or by the administrative committee.

Destitution, etc. **71.** Le conseil d'administration d'un établissement public ne peut destituer le directeur général ou réduire son traitement que par une résolution adoptée par le vote affirmatif d'au moins les deux tiers de ces membres à une assemblée convoquée à cette fin.

Dismissal, etc. **71.** The board of directors of a public establishment shall not dismiss the general manager or reduce his salary except by a resolution passed by the affirmative vote of at least two-thirds of its members at a meeting called for that purpose.

§ 6.—*Dispositions particulières aux centres hospitaliers et aux centres de services sociaux*

Conseil consultatif.

72. Un conseil consultatif des professionnels est institué dans chaque centre hospitalier et centre de services sociaux.

Composition.

Ce conseil est composé de tous les professionnels exerçant leur profession dans le centre.

Fonctions.

73. Le conseil consultatif des professionnels a pour fonction de faire des recommandations au conseil d'administration sur l'organisation scientifique et technique de l'établissement.

Comité exécutif.

74. Les pouvoirs du conseil consultatif des professionnels sont exercés par un comité exécutif formé de trois professionnels exerçant dans le centre, du directeur général de l'établissement et du directeur des services professionnels. Dans le cas d'un centre hospitalier, ce comité comprend en plus un médecin ou dentiste désigné par le conseil des médecins et dentistes.

Conseil des médecins, etc.

75. Un conseil des médecins et dentistes est institué dans chaque centre hospitalier.

Composition.

Ce conseil est composé de tous les médecins et dentistes exerçant leur profession dans le centre.

Responsabilité.

76. Le conseil des médecins et dentistes est responsable vis-à-vis du conseil d'administration:

a) du contrôle et de l'appréciation des actes médicaux et dentaires posés dans l'établissement;

b) du maintien de la compétence des médecins et dentistes exerçant dans l'établissement à un niveau suffisant pour assurer des services de qualité à la population en ce qui a trait aux soins médicaux et dentaires.

Comité exécutif.

77. Les pouvoirs du conseil des médecins et dentistes, dans un établissement comptant plus de cinq médecins et dentistes sont exercés par un comité exécutif formé de cinq médecins ou dentistes désignés par le conseil des médecins et dentistes.

§ 6.—*Special provisions respecting hospital centres and social service centres*

72. A professionals' advisory council is constituted in each hospital centre and each social service centre. Advisory council.

Such council shall consist of all professionals who practise their profession in the centre. Composition.

73. The function of the professionals' advisory council shall be to make recommendations to the board of directors respecting the scientific and technical organization of the establishment. Functions.

74. The powers of the professionals advisory council shall be exercised by an executive committee consisting of three professionals practising in the centre, the general manager of the establishment and the director of professional services. In the case of a hospital centre, such committee shall also include a physician or a dentist designated by the council of physicians and dentists. Executive committee.

75. A council of physicians and dentists is constituted in each hospital centre. Council of physicians, etc.

Such council shall consist of all physicians and dentists who practise their profession in the centre. Composition.

76. The council of physicians and dentists shall be responsible to the board of directors for: Responsibilities.

(a) supervising and appreciating the medical and dental acts performed in the establishment;

(b) maintaining the competence of the physicians and dentists practising in the establishment at a level sufficient to ensure services of quality as regards medical and dental care to the population.

77. The powers of the council of physicians and dentists in an establishment having more than five physicians and dentists shall be exercised by an executive committee consisting of five physicians or dentists designated by the Executive committee.

tes, du directeur général de l'établissement et du directeur des services professionnels.

council of physicians and dentists, the general manager of the establishment and the director of professional services.

Règlementation.

78. Le conseil consultatif des professionnels et le conseil des médecins et dentistes peuvent, conformément aux règlements, adopter des règlements concernant leur régie interne, la création de comités et leur fonctionnement ainsi que la poursuite de leurs fins.

78. The professionals' advisory council and the council of physicians and dentists may, in accordance with the regulations, make by-laws for their internal management, the creation and functioning of committees and the pursuit of their objects.

Entrée en vigueur.

Ces règlements entrent en vigueur sur approbation par le conseil d'administration.

Such by-laws shall come into force upon approval by the board of directors.

Directeur des services professionnels.

79. Le conseil d'administration de tout centre hospitalier ou de tout centre de services sociaux doit nommer un directeur des services professionnels.

79. The board of directors of every hospital centre or social service centre must appoint a director of professional services.

Avis des conseils.

Le conseil nomme ce directeur après avoir pris l'avis du conseil consultatif des professionnels; dans le cas d'un centre hospitalier, il prend aussi l'avis du conseil des médecins et dentistes.

The board shall appoint such director after taking the advice of the professionals' advisory council; in the case of a hospital centre it shall also take the advice of the council of physicians and dentists.

Avis de l'université.

S'il s'agit d'un établissement affilié à une université, le conseil prend aussi l'avis de cette université.

In the case of an establishment affiliated with a university, the council shall also take the advice of such university.

Qualité requise.

80. Dans le cas d'un centre hospitalier, le directeur des services professionnels doit être un médecin autorisé à exercer sa profession en vertu de la Loi médicale.

80. In the case of a hospital centre, the director of professional services must be a physician authorized to practise his profession under the Medical Act.

Devoirs.

81. Le directeur des services professionnels doit, sous l'autorité du directeur général,

81. The director of professional services, under the authority of the general manager, must:

a) coordonner et surveiller les activités professionnelles et scientifiques qui s'exercent dans l'établissement;

(a) coordinate and supervise the professional and scientific activities carried on in the establishment;

b) vérifier le fonctionnement des comités du conseil consultatif des professionnels et du conseil des médecins et dentistes et s'assurer qu'ils s'acquittent de leurs fonctions et, dans le cas du conseil des médecins et dentistes, qu'ils contrôlent adéquatement les actes médicaux et dentaires posés dans l'établissement.

(b) verify the functioning of the committees of the professionals' advisory council and the council of physicians and dentists and satisfy himself that they are performing their functions and, in the case of the council of physicians and dentists, that they adequately supervise the medical and dental acts performed in the establishment.

§ 7.—Fusion et conversion

§ 7.—Amalgamation and conversion

Fusion par lettres patentes.

82. Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, délivrer des lettres pa-

82. The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, issue letters

tentes sous ses seing et sceau fusionnant avec une corporation qui maintient un établissement constitué en vertu de la présente loi:

- a) tout autre tel établissement;
- b) toute autre corporation ayant des objets similaires, quelle que soit la loi qui la régit et même si elle a été constituée par une loi spéciale.

Conversion par lettres patentes.

83. Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives peut, de la même manière, convertir une corporation visée au paragraphe *b* de l'article 82 en un établissement visé au paragraphe *a* dudit article, ou fusionner entre elles plusieurs corporations visées au paragraphe *b* dudit article si elles sont en même temps converties en un établissement visé au paragraphe *a* dudit article.

Consentement requis.

84. Un établissement visé aux articles 10 à 12 ne peut être fusionné ou converti en vertu des articles 82 ou 83 qu'avec son consentement et aux conditions agréées entre lui et le ministre.

Publication d'avis.

85. Un avis de la délivrance des lettres patentes en vertu des articles 82 et 83 doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Date de fusion, etc.

Sous réserve de la publication de l'avis prévu à l'alinéa précédent mais à compter de la date des lettres patentes, les corporations sont fusionnées et ne forment qu'une seule corporation ou, suivant le cas, la corporation convertie cesse d'exister.

Droits, etc., de la nouvelle corporation.

86. La nouvelle corporation résultant de la fusion ou conversion jouit, sous le nom qui lui est attribué par les lettres patentes, de tous les droits, acquiert tous les biens et assume toutes les obligations des corporations fusionnées ou de la corporation convertie et les procédures où ces dernières sont parties peuvent être continuées sans reprise d'instance.

patent under his hand and seal amalgamating with any corporation which maintains an establishment incorporated under this act:

- (a) any other such establishment;
- (b) any other corporation which has similar objects, by whatever law governed, even if it is constituted under a special act.

Conversion.

83. The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives may in like manner convert any corporation contemplated in paragraph *b* of section 82 into an establishment contemplated in paragraph *a* of the same section, or amalgamate several corporations contemplated in paragraph *b* of the said section if they are converted at the same time into an establishment contemplated in paragraph *a* of the said section.

Consent needed.

84. No establishment contemplated in sections 10 to 12 may be amalgamated or converted under section 82 or 83 except with its consent and on the conditions agreed between it and the Minister.

Publication.

85. Notice of issue of the letters patent under sections 82 and 83 must be published in the *Québec Official Gazette*.

Coming into force.

Subject to publication of the notice provided for in the preceding paragraph but from the date of the letters patent, the corporations shall be amalgamated and form a single corporation or the converted corporation shall cease to exist, as the case may be.

Rights, etc., of new corporation.

86. The new corporation resulting from the amalgamation or conversion shall, under the new name granted to it by the letters patent, have all the rights, acquire all the property and assume all the obligations of the amalgamated corporations or of the converted corporation and proceedings in which these corporations are parties may be continued without continuance of suit.

§ 8.—Dispositions diverses

Contrats de services.

87. Tout établissement public peut conclure avec tout autre établissement

§ 8.—Miscellaneous

Contracts of services.

87. Every public establishment may make contracts of professional services

ou organisme des contrats de services professionnels par lesquels l'une des parties s'engage à rendre disponible à l'autre des services d'ordre professionnel ou par lesquels les parties s'échangent de tels services; un tel contrat n'est valide qu'à compter de la date à laquelle il est déposé auprès du conseil régional de la région où est situé chaque établissement qui le conclut.

with any other establishment or body whereby one party binds itself to make services of a professional nature available to the other or by which the parties exchange such services; such a contract shall be valid only from the date on which it is filed with the regional council of the region where each establishment which makes it is situated.

Services d'enseignement, etc.

88. En outre des services qu'il peut offrir eu égard à la catégorie à laquelle il appartient, un établissement peut offrir des services d'enseignement et de recherche s'il est relié par un contrat d'affiliation à une institution d'enseignement qui est reconnue par le ministre de l'éducation et le ministre des affaires sociales; les termes de ce contrat doivent toutefois être approuvés par le ministre des affaires sociales et par le ministre de l'éducation.

88. In addition to the services which it may offer having regard to the class to which it belongs, an establishment may offer teaching and research services if bound by a contract of affiliation with a teaching institution recognized by the Minister of Education and the Minister of Social Affairs; the terms of such contract, however, must be approved by the Minister of Social Affairs and the Minister of Education.

Teaching and research services.

Responsable.

Un tel contrat doit déterminer la personne qui est responsable de l'enseignement dispensé dans l'établissement.

Such a contract must indicate who is responsible for the teaching provided in the establishment.

Person responsible.

Séance d'information.

89. Tout établissement public doit tenir au moins une fois par année, conformément aux règlements, une séance publique d'information à laquelle la population du territoire desservi par l'établissement est invitée à participer.

89. Every public establishment must, at least once each year, hold a public information meeting, in which the population of the territory served by the establishment shall be invited to participate.

Public information meeting.

Réponse aux questions.

Les membres du conseil d'administration ainsi que le directeur général doivent alors répondre aux questions qui leur sont adressées relativement aux états financiers de l'établissement, aux services qu'il fournit, aux relations qu'il entretient avec les autres établissements et avec le conseil régional dans la région duquel il est situé.

The members of the board of directors and the general manager must there answer the questions put to them respecting the establishment's financial statements, the services it provides and the relations it has with the other establishments and with the regional council of the region in which it is situated.

Directors, etc., to answer.

Procédure, etc.

Le mode de convocation de cette assemblée ainsi que la procédure qui doit y être suivie sont déterminés par le conseil régional de la région dans laquelle l'établissement est situé.

The mode of calling such meeting and the procedure to be followed at it shall be determined by the regional council of the region where the establishment is situated.

Procedure, etc.

Renonciation de responsabilité interdite.

90. Il est défendu à tout établissement, à ses administrateurs, employés ou préposés et à tout professionnel de requérir d'une personne ou de ses représentants une renonciation à la responsabilité résultant d'une faute professionnelle ou résultant de l'hospitalisation ou de l'hébergement.

90. No establishment, nor its directors, employees, or agents, nor any professional may solicit a renunciation by any person or his agents of the responsibility resulting from professional fault or resulting from the hospitalization or lodging of such person, or from medical examinations,

Renunciation of responsibility forbidden.

ment de cette personne, d'examens médicaux, de traitements ou d'interventions chirurgicales.

Nullité. Si une telle renonciation est donnée, elle est nulle.

Assurance
responsa-
bilité.

91. Tout médecin ou dentiste exerçant dans un établissement doit détenir, pour lui et sa succession, une police valide d'assurance de responsabilité professionnelle acceptée par le conseil d'administration et, chaque année, établir que cette assurance est en vigueur.

Comité
d'arbi-
trage.

92. Tout établissement où existe un conseil des médecins et dentistes doit instituer un comité d'arbitrage chargé de décider de tout conflit entre cet établissement et les médecins et dentistes qui y exercent leur profession concernant la nomination, la réinstallation ou le congédiement de ces médecins et dentistes.

Composi-
tion.

Ce comité est composé d'une personne nommée par le conseil d'administration de l'établissement, d'une personne nommée par le conseil des médecins et dentistes et d'une troisième personne nommée par les deux premières ou, à défaut d'entente entre elles, par le ministre.

Nomina-
tions par
le minis-
tre.

À défaut par le conseil d'administration de l'établissement ou par le conseil des médecins et dentistes de faire la nomination qu'ils doivent faire en vertu de l'alinéa précédent, cette nomination est faite par le ministre.

Procé-
dure.

La procédure d'arbitrage devant ce comité est déterminée par règlement; sa sentence est sans appel.

Pouvoirs
de com-
missaires.

Les membres de ce comité ont les pouvoirs, privilèges et immunités de commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

Contribu-
tions bé-
névoles.

93. Tout établissement peut recevoir des contributions bénévoles de particuliers ou d'organismes publics ou privés désirant aider à la réalisation des objectifs poursuivis par l'établissement.

Fonds
spécial.

Si une contribution a été faite à des fins particulières, le montant n'en est pas versé dans les fonds généraux de l'établissement; il est versé dans un fonds spécial géré par l'établissement et placé ou déposé par lui suivant les articles 981o et suivants

treatments or surgical operations.

If such a renunciation is made, it shall be void.

91. Every physician or dentist practising in an establishment must hold a valid professional liability insurance policy for himself and his estate, accepted by the board of directors, and establish each year that such insurance is in force.

Liability
insurance.

92. Every establishment in which there is a board of physicians and dentists must establish a committee of arbitration to decide any conflict between such establishment and the physicians and dentists practising their profession there as regards the appointment, reinstatement or dismissal of such physicians and dentists.

Arbitra-
tion com-
mittee.

Such committee shall consist of one person appointed by the board of directors of the establishment, one person appointed by the board of physicians and dentists and a third person appointed by the first two or, failing agreement between them, by the Minister.

Composi-
tion.

If the board of directors of the establishment or the board of physicians and dentists fails to make the appointment it must make under the preceding paragraph, such appointment shall be made by the Minister.

Appoint-
ments by
Minister.

The procedure for arbitration before such committee shall be determined by by-law; the award shall be without appeal.

Proce-
dure.

The members of such committee shall have the powers, privileges and immunities of commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

Powers of
commis-
sioners.

93. Any establishment may receive benevolent contributions from individuals or public or private bodies wishing to assist in the attainment of the objectives pursued by the establishment.

Contribu-
tions.

If a contribution is made for special purposes the amount thereof shall not be paid into the establishment's general fund; it shall be paid into a special fund managed by the establishment and invested or deposited by it under articles 981o

Special
purposes.

du Code civil, jusqu'à ce qu'il en soit disposé aux fins particulières pour lesquelles la contribution a été faite.

Adminis-
tration
fiduciaire.

Toutefois ce montant peut être confié à une corporation sans but lucratif n'ayant pas d'autre objet que celui de gérer les contributions versées à cet établissement ou à plusieurs établissements. Cette corporation est assujettie aux règles prévues à l'alinéa précédent relativement à la gestion du montant des contributions.

and following of the Civil Code, until disposed of for the special purposes for which the contribution was made.

Nevertheless, the amount may be entrusted to a non-profit corporation whose sole object is to manage the contributions paid to such establishment or to several establishments. Such corporation shall be subject to the rules set forth in the preceding paragraph respecting the management of the amount of the contributions.

Entrust
amount.

SECTION IV

PERMIS

§ 1.—*Délivrance des permis*

Permis.

94. Nul ne peut exploiter un établissement s'il ne détient un permis délivré à cette fin par le ministre.

Contenu.

95. Tout permis doit indiquer les classes d'activité que son détenteur est autorisé à exercer et les limites à l'intérieur desquelles il peut les exercer.

Demande.

96. Toute personne qui sollicite un permis doit transmettre sa demande au ministre conformément aux règlements.

Délivrance.

Le ministre délivre le permis s'il juge qu'il est dans l'intérêt public de le faire.

Durée et
renouvel-
lement.

97. Tout permis est accordé pour une période de douze mois qui se termine le 31 décembre de chaque année; il est renouvelé à cette date pour une année si son détenteur remplit les conditions prescrites pour l'obtenir, conformément aux règlements.

Publica-
tion de
liste de
déten-
teurs.

98. Le ministre doit, chaque année, publier dans la *Gazette officielle du Québec* une liste des détenteurs de permis, leur adresse ou, suivant le cas, celle de leur siège social ou de leur bureau d'affaires et la classe d'activité visée par ce permis.

Livres et
comptes.

99. Tout détenteur de permis doit tenir les livres et comptes prescrits par les règlements.

Rapport.

100. Tout détenteur de permis doit, aux époques fixées par les règlements,

DIVISION IV

PERMITS

§ 1.—*Issue of permits*

94. No person may operate an establishment unless he holds a permit issued for such purpose by the Minister.

95. Every permit must indicate the classes of activities its holder is authorized to carry on and the limits within which he may carry them on.

96. Every person applying for a permit must send his application to the Minister in accordance with the regulations.

The Minister shall issue the permit if he deems it in the public interest to do so.

97. Every permit shall be granted for twelve months ending on the 31st of December each year; it shall be renewed on that date for one year, if the holder fulfils the conditions prescribed for obtaining it, in accordance with the regulations.

98. The Minister shall annually publish a list in the *Québec Official Gazette* of the holders of permits, their addresses or, as the case may be, those of their corporate seats or business offices and the class of activities covered by each permit.

99. Every permit holder must keep the books and accounts prescribed by the regulations.

100. Every permit holder must at the times fixed by the regulations furnish the

Permit.

Contents.

Applica-
tion.

Issue.

Duration
and re-
newal.

Publica-
tion of
list of
holders.

Books,
etc.

Report.

fournir au ministre un rapport détaillé de son activité contenant les renseignements prescrits par les règlements; ce rapport doit être accompagné, dans le cas des établissements publics et des établissements privés visés aux articles 133 et 134 d'états financiers faits en la forme prescrite par règlement et revêtus du certificat du vérificateur de l'établissement.

Minister with a detailed report of his activities containing the information prescribed by the regulations; this report must be accompanied, in the case of the public establishments and private establishments contemplated in sections 133 and 134, by financial statements made in the form prescribed by regulation and certified by the establishment's auditor.

Accès à l'établissement.

101. Tout détenteur de permis est tenu, sous peine d'être coupable d'infraction, de donner accès à son établissement à toute personne que le ministre autorise pour y faire enquête afin de constater si la loi et les règlements y sont observés.

101. Every permit holder must, under pain of being guilty of an offence, grant access to his establishment to any person authorized by the Minister to make an investigation there to ascertain whether the act and the regulations are being observed there.

Cession, etc.

102. Un permis ne peut être cédé ou transporté sans la permission écrite du ministre.

102. No permit may be assigned or transferred without the written permission of the Minister.

Changement de nature, etc.

103. Nul ne peut, sans l'autorisation écrite du ministre, changer la nature et l'exploitation d'un établissement, ni céder ou louer un établissement en tout ou en partie.

103. No person shall, without the authorization of the Minister, change the nature and the operations of an establishment, or convey or lease an establishment in whole or in part.

Transfert, etc., d'actions.

Nul transfert ou attribution d'actions d'une corporation qui maintient un établissement ne peut être effectué sans qu'un avis écrit n'en ait été donné au ministre si ce transfert ou cette attribution a pour effet de porter à plus de cinquante pour cent des actions émises de la corporation, le nombre d'actions détenues directement ou indirectement par une personne.

No transfer or allotment of shares of a corporation which maintains an establishment may be made unless a written notice of it has been given to the Minister if such transfer or allotment has the effect of increasing the number of shares held directly or indirectly by one person to more than fifty per cent of the issued shares of the corporation.

§ 2.—*Suspension, annulation et refus de renouvellement des permis; appels*

§ 2.—*Suspension, cancellation and refusal of renewal of permits; appeals*

Suspension, etc., de permis.

104. Le ministre peut suspendre, annuler ou refuser de renouveler le permis de tout détenteur qui:

104. The Minister may suspend, cancel or refuse to renew the permit of any holder who:

- a) a commis une infraction à la présente loi ou aux règlements;
- b) ne remplit plus les conditions requises pour obtenir son permis;
- c) est insolvable ou sur le point de le devenir.

- (a) is guilty of an offence against this act or the regulations;
- (b) no longer fulfils the conditions for obtaining his permit;
- (c) is insolvent or is about to become so.

Audition du détenteur.

105. Le ministre doit, avant de prononcer l'annulation, la suspension ou le refus de renouvellement d'un permis,

105. The Minister shall, before cancelling, suspending or refusing to renew a permit, give the holder an opportunity to

donner au détenteur l'occasion d'être entendu. Il doit aussi notifier par écrit sa décision, en la motivant, à la personne dont il suspend, annule ou ne renouvelle pas le permis.

be heard. He shall also give notice of his decision in writing, with the reasons on which it is based, to any person whose permit he cancels, suspends or refuses to renew.

Appel.

106. Toute personne dont le permis est suspendu ou annulé ou n'est pas renouvelé peut interjeter appel de la décision du ministre devant trois juges de la Cour provinciale du district où cette personne a sa résidence ou son siège social, suivant le cas,

106. Any person whose permit is suspended, cancelled or not renewed may appeal from the Minister's decision to three judges of the Provincial Court of the district in which this person's residence, or corporate seat as the case may be, is located.

a) si les motifs de fait ou de droit invoqués au soutien de la décision sont manifestement erronés;

(a) if the reasons of fact or law invoked in support of the decision are clearly erroneous;

b) si la procédure suivie est entachée de quelque irrégularité grave;

(b) if the proceedings are affected by gross irregularity;

c) si la décision n'a pas été rendue avec impartialité.

(c) if the decision has not been rendered impartially.

Procédure.

107. L'appel est interjeté par requête signifiée au ministre. Cette requête doit être produite au greffe de la Cour provinciale du district judiciaire où est domicilié le requérant dans les quatre-vingt-dix jours de la réception par le requérant de la décision du ministre.

107. The appeal shall be made by a motion served upon the Minister. This motion must be filed in the office of the Provincial Court of the judicial district where the appellant is domiciled within ninety days after he receives the Minister's decision.

Dossier transmis au greffier.

108. Dans le mois qui suit la réception de l'avis d'appel, le ministre transmet au greffier de la Cour provinciale le dossier relatif à la décision dont est appel.

108. Within the month following receipt of the notice of appeal, the Minister shall send the record respecting the decision appealed from to the clerk of the Provincial Court.

Contenu.

Le dossier comprend les pièces produites, la transcription des dépositions si elles ont été sténographiées, le procès-verbal de l'audition et la décision du ministre.

The record shall include the documents produced, the transcript of testimony if taken down in shorthand, the minutes of the hearing and the Minister's decision.

Appel basé sur dossier.

L'appel est entendu sur le dossier constitué, sous réserve du droit des juges d'entendre toute preuve additionnelle.

The appeal shall be heard on the record as constituted, subject to the judges' right to hear any additional evidence.

Pouvoirs de commissaires.

109. Les juges qui entendent et décident l'appel sont investis, aux fins de cet appel, des pouvoirs et immunités de commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

109. The judges hearing and deciding the appeal shall have for the purposes of this appeal the powers and immunities of a commissioner appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

Suspension d'exécution de décision.

110. L'appel ne suspend pas l'exécution de la décision du ministre à moins que le juge en chef de la Cour provinciale n'en ordonne autrement dans les cas d'urgence.

110. The appeal shall not suspend the execution of the Minister's decision unless the chief judge of the Provincial Court orders otherwise where the case is urgent.

Désignation des juges, etc.

111. Sur requête d'une partie signifiée à l'autre, le juge en chef de la Cour provinciale désigne les trois juges qui doivent entendre l'appel et fixe péremptoirement la date d'audition de l'appel entre le soixantième et le quatre-vingt-dixième jour qui suivent la production de la requête en appel au greffe.

111. Upon a motion by one party served upon the other, the chief judge of the Provincial Court shall designate the three judges who must hear the appeal and by a peremptory order fix the date for hearing the appeal between the sixtieth and ninetieth days after the motion in appeal is filed in the office. Judges designated, etc.

Audition des parties.

112. Les juges doivent, avant de rendre toute décision sur un appel, permettre aux parties de se faire entendre.

112. The judges must allow the parties to be heard before rendering any decision on an appeal. Parties heard.

Admission en preuve.

113. Les juges peuvent admettre comme preuve une copie ou un extrait d'un document, si l'original n'est pas disponible.

113. The judges may admit a copy of or an extract from a document, in evidence, if the original is not available. Copies, etc.

Interrogatoire.

114. Lors de l'enquête et de l'audition, chacune des parties peut interroger les témoins et exposer ses arguments.

114. At the proof and hearing, each party may examine the witnesses and present his arguments. Hearing of witnesses.

Avocat.

Toute partie a le droit d'être assistée d'un avocat.

Every party is entitled to an advocate's assistance. Advocate.

Privi-
lèges, etc.

115. Toute personne qui témoigne devant les juges a les mêmes privilèges et les mêmes immunités qu'un témoin devant la Cour supérieure et les articles 307 à 310 du Code de procédure civile s'y appliquent, *mutatis mutandis*.

115. Every person testifying before the judges shall have the same privileges and immunities as a witness before the Superior Court and articles 307 to 310 of the Code of Civil Procedure shall apply, *mutatis mutandis*. Privileges, etc.

Ordon-
nance des
juges.

116. Les juges ont tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de leur juridiction et ils peuvent, notamment, rendre toute ordonnance qu'ils estiment propre à sauvegarder les droits des parties.

116. The judges shall have all the powers necessary for the exercise of their jurisdiction and they may in particular make any order they think proper to protect the rights of the parties. Order of judges.

Confir-
mation,
etc.

117. Les juges peuvent confirmer la décision ou l'infirmer; leur décision est sans appel.

117. The judges may confirm the decision or quash it; their decision shall be without appeal. Confir-
mation,
etc.

Décision à la majorité.

S'ils ne sont pas d'accord, la question est résolue par la majorité.

If they do not agree, the matter shall be resolved by the majority. Majority.

Forme du jugement.

118. Le jugement doit être consigné par écrit et signé par les juges qui l'ont rendu. Il doit contenir, outre le dispositif, les motifs de la décision.

118. The judgment must be in writing and signed by the judges who make it. In addition to the conclusions, it must contain the reasons on which the decision is based. Form of judgment.

Copie aux parties.

119. Une copie certifiée doit être transmise, par le greffier de la Cour provinciale, par la poste, à chacune des parties.

119. The clerk of the Provincial Court shall mail a certified copy to each party. Copy mailed.

Original.

L'original est conservé au greffe de la Cour provinciale.

The original shall be preserved in the office of the Provincial Court. Original.

SECTION V

DIVISION V

ADMINISTRATION PROVISOIRE

PROVISIONAL ADMINISTRATION

Adminis-
tration
provi-
soire.

120. Le ministre peut assumer pour une période d'au plus soixante jours l'administration provisoire d'un établissement,

a) si cet établissement ne détient pas de permis, n'est plus dans les conditions requises pour obtenir un permis ou si son permis a été annulé conformément à la présente loi;

b) si le permis de cet établissement a été suspendu conformément à la présente loi et s'il n'a pas été remédié aux causes de cette suspension dans les trente jours de la date à laquelle elle a eu lieu;

c) si un établissement s'adonne à des pratiques ou tolère une situation qui sont susceptibles de compromettre la santé ou le bien-être des personnes que l'établissement accueille ou pourrait accueillir;

d) s'il y a eu malversation, abus de confiance ou autre inconduite d'un ou de plusieurs membres du conseil d'administration ou du comité administratif d'un établissement public ou d'un établissement privé conventionné ou si ce conseil ou comité a manqué gravement aux obligations qui lui sont imposées par la présente loi, notamment en encourageant des dépenses qui ne sont pas prévues au budget approuvé par le ministre ou qui n'ont pas été spécialement autorisées en vertu de l'article 135.

Prolonga-
tion.

121. Le délai de soixante jours prévu à l'article 120 peut être prolongé par le lieutenant-gouverneur en conseil pour toute période qu'il détermine pourvu que le délai additionnel n'excède pas trois mois.

Rapport
provi-
soire.

122. Aussitôt que possible après qu'il a assumé l'administration provisoire d'un établissement, le ministre doit faire au lieutenant-gouverneur en conseil un rapport provisoire de ses constatations, accompagné de ses recommandations.

Point de
vue de
l'établis-
sement.

123. Le ministre doit, avant de soumettre ce rapport provisoire au lieutenant-gouverneur en conseil, donner à l'établissement l'occasion de faire valoir son point de vue.

120. The Minister may assume provisional administration of an establishment for not more than sixty days,

Provi-
sional ad-
ministra-
tion.

(a) if that establishment has no permit, is no longer within the conditions required for obtaining a permit, or has had its permit cancelled under this act;

(b) if that establishment's permit has been suspended under this act and the causes of such suspension have not been remedied within thirty days after the date on which it took place;

(c) if an establishment indulges in practices or tolerates a situation which could endanger the health or well-being of persons the establishment receives or could receive;

(d) in case of malfeasance, breach of trust or other misconduct by one or more members of the board of directors or the administrative committee of a public establishment or of a private establishment under agreement, or if that board or committee is seriously remiss in the performance of the obligations imposed upon it under this act, especially by incurring expenditures not provided for in the budget approved by the Minister or not specially authorized under section 135.

121. The sixty days' delay provided in section 120 may be extended by the Lieutenant-Governor for such period as he determines provided that the additional delay does not exceed three months.

Delay
extended.

122. As soon as possible after he assumes provisional administration of an establishment, the Minister shall make a provisional report of his findings to the Lieutenant-Governor in Council, accompanied by his recommendations.

Report.

123. Before submitting his provisional report to the Lieutenant-Governor in Council, the Minister shall give the establishment an opportunity to present its point of view.

View
presented.

Représentations.

Le ministre doit joindre à son rapport un résumé des représentations que l'établissement lui a faites.

The Minister must attach to his report a summary of the representations the establishment has made to him.

Représentations.

Pouvoirs du Lt.-g. en c.

124. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, si le rapport provisoire du ministre confirme l'existence de l'une des situations prévues à l'article 120,

a) assortir le permis de l'établissement des restrictions et conditions qu'il juge appropriées;

b) prescrire un délai durant lequel l'établissement doit remédier à toute situation prévue à l'article 120;

c) ordonner au ministre de continuer d'administrer l'établissement ou d'abandonner cette administration pour ne la reprendre que si l'établissement ne se conforme pas aux conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil a imposées conformément aux paragraphes a et b, et de lui faire un rapport définitif.

124. The Lieutenant-Governor in Council may, if the Minister's provisional report confirms the existence of any situation contemplated in section 120,

(a) attach such restrictions and conditions to the establishment's permit as he sees fit;

(b) prescribe a delay within which the establishment must remedy any situation contemplated in section 120;

(c) order the Minister to continue administering the establishment or to discontinue it and not resume it unless the establishment fails to comply with the conditions the Lieutenant-Governor in Council imposes under paragraphs a and b, and to make a final report to him.

Powers of Lt.-G. in C.

Suspension des pouvoirs du conseil, etc.

125. Lorsque le ministre assume l'administration provisoire d'un établissement conformément à la présente section, les pouvoirs du conseil d'administration ou de l'administrateur de cet établissement sont suspendus et le ministre exerce les pouvoirs de ce conseil d'administration ou de cet administrateur ainsi que tous ceux de l'établissement.

125. When the Minister assumes provisional administration of an establishment under this division, the powers of the board of directors or of the director of such establishment shall be suspended and the Minister shall exercise the powers of such board of directors or director and all those of the establishment.

Suspension of powers.

Rapport définitif.

126. Le ministre doit faire au lieutenant-gouverneur en conseil un rapport définitif dès qu'il constate que la situation prévue à l'article 120 a été corrigée ou que cette situation ne pourra être corrigée.

126. The Minister must make a final report to the Lieutenant-Governor in Council upon ascertaining that the situation contemplated in section 120 has been corrected or cannot be corrected.

Final report.

Pouvoirs après rapport définitif.

127. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, après avoir reçu le rapport définitif du ministre,

a) déclarer déchu de leurs fonctions les membres du conseil d'administration ou l'administrateur de l'établissement et pourvoir à la nomination ou à l'élection de leurs remplaçants;

b) exercer tout pouvoir qui lui est conféré par les paragraphes a ou c de l'article 124.

127. After receiving the Minister's final report, the Lieutenant-Governor in Council may,

(a) declare the members of the board of directors or the director of the establishment forfeited of office and provide for the appointment or election of the persons replacing them;

(b) exercise any power granted him under paragraph a or c of section 124.

Powers on final report.

Enquêteurs.

128. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut charger une personne qu'il désigne de faire enquête sur quelque matière

128. The Lieutenant-Governor in Council may entrust a person whom he designates with making an inquiry into

Inquiry.

se rapportant à l'administration ou au fonctionnement d'un établissement.

Pouvoirs
d'un com-
missaire.

La personne ainsi désignée est investie, pour les fins de l'enquête, des pouvoirs et immunités d'un commissaire nommé en vertu de la Loi des commissions d'enquête.

Adminis-
trateur.

Lorsqu'une enquête est ainsi ordonnée, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner que les pouvoirs du conseil d'administration de l'établissement soient suspendus et nommer un administrateur qui en exerce les pouvoirs pour la durée de l'enquête.

SECTION VI

RÈGLEMENTS

Régle-
menta-
tion.

129. En outre des autres pouvoirs de réglementation qui lui sont conférés par la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour:

a) établir des classes d'établissements parmi les catégories qui sont établies par la présente loi et déterminer les activités que chacune de ces classes d'établissements peut exercer;

b) déterminer les pouvoirs connexes ou ancillaires que peut exercer une corporation constituée en vertu de la présente loi ou résultant d'une fusion ou conversion faite en vertu de la présente loi;

c) statuer sur les règlements qu'un conseil régional ou un établissement peut ou doit adopter;

d) statuer sur le contenu, la conservation et la consultation des dossiers ainsi que sur leur reproduction photographique;

e) déterminer les conditions et modalités d'admission et de sortie des personnes auxquelles un établissement dispense des services y compris, sous réserve de la Loi de l'assurance-hospitalisation et de la Loi de l'assurance-maladie, des critères relatifs à la résidence des personnes qui reçoivent des services de santé et des services sociaux et à la partie du coût de ces services qu'elles doivent supporter;

f) déterminer les conditions auxquelles les professionnels sont admis dans les établissements pour y exercer leur profession;

any matter in connection with the administration or operation of an establishment.

The person so designated shall, for the purposes of such inquiry, have the powers and immunities of a commissioner appointed under the Public Inquiry Commissions Act.

Powers of
commis-
sioner.

When an inquiry is so ordered, the Lieutenant-Governor in Council may order that the powers of the board of directors of the establishment be suspended and appoint an administrator to exercise its powers for the duration of the inquiry.

Adminis-
trator.

DIVISION VI

REGULATIONS

129. In addition to the other regulatory powers assigned to him by this act, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to:

Regula-
tions.

(a) establish classes of establishments among the categories established by this act and determine the activities that each of such classes of establishments may carry on;

(b) determine the related or ancillary powers which a corporation constituted under this act or resulting from amalgamation or conversion thereunder may exercise;

(c) prescribe the regulations which a regional council or an establishment may or must make;

(d) rule on the content, keeping and examination of records and their photographic reproduction;

(e) determine the conditions for and formalities of admission and discharge of the persons to whom an establishment provides services including, subject to the Hospital Insurance Act and the Health Insurance Act, norms relating to the residence of the persons who receive health services and social services and to the part of the cost of such services which they must bear;

(f) determine the conditions on which professionals are admitted to establishments to practise their professions;

g) déterminer les conditions auxquelles les étudiants sont admis dans les établissements pour y parfaire leurs connaissances;

h) statuer sur la forme que peut prendre l'assurance de responsabilité visée à l'article 91 et sur son montant minimum;

i) déterminer les conditions que doit remplir toute personne qui sollicite un permis et les renseignements qu'elle doit fournir;

j) déterminer la forme et la teneur des permis et fixer les honoraires exigibles pour leur délivrance;

k) statuer sur les auditions qui doivent être tenues lorsqu'un permis est suspendu ou annulé ou n'est pas renouvelé en vertu de la présente loi;

l) statuer sur les assurances contre l'incendie que les établissements doivent contracter;

m) statuer sur les emprunts des établissements et, à leur égard, sur les comptes, honoraires ou frais de fourniture de services, d'équipement ou d'utilisation d'installations ainsi que les conditions des locations, des baux, des constructions d'immeubles et des aliénations de biens;

n) déterminer, pour chaque catégorie et classe d'établissements, ainsi que pour les conseils régionaux, les livres, comptes et statistiques qu'ils doivent tenir, les rapports qu'ils doivent fournir, les renseignements que doivent contenir ces rapports, leur vérification et, dans le cas des établissements, l'époque à laquelle ils doivent être produits;

o) imposer aux catégories de centres locaux de services communautaires et de centres d'accueil qu'il désigne l'obligation d'établir un conseil consultatif des professionnels ou de nommer un directeur des services professionnels ayant les mêmes fonctions que celles des centres de services sociaux et déterminer la composition de ce conseil et de son comité exécutif;

p) imposer aux catégories de centres locaux de services communautaires qu'il désigne l'obligation d'établir un conseil des médecins et dentistes ayant les mêmes fonctions que celles des centres hospitaliers et déterminer la composition de ce conseil et de son comité exécutif s'il y a lieu;

q) établir les règles et barèmes qui doivent être suivis dans les conseils

(g) determine the conditions on which students are admitted to establishments to improve their knowledge;

(h) prescribe the form of the liability insurance contemplated in section 91 and its minimum amount;

(i) determine the conditions which any person applying for a permit must fulfil and the information he must furnish;

(j) determine the form and tenor of the permits and fix the fees exigible for their issue;

(k) rule on the hearings which must be held when a permit is suspended or cancelled or is not renewed under this act;

(l) rule on the fire insurance which establishments must take out;

(m) rule on the loans of establishments and, with respect to them, on the accounts and fees for or costs of supplying services, equipment, or the use of facilities, and on the conditions of leases, construction of buildings and alienation of property;

(n) determine, for each category and class of establishments, and for the regional councils, the books, accounts and statistics they must keep, the reports they must supply, the information that such reports must contain, their audit and, in the case of establishments, the time at which they must be submitted;

(o) impose upon the categories of local community service centres and the reception centres designated by him the obligation to establish a professionals' advisory council or to appoint a director of professional services having the same duties as those of the social service centres and determine the composition of such council and its executive committee;

(p) impose upon the categories of the local community service centres designated by him the obligation to establish a board of physicians and dentists having the same duties as those of the hospital centres and determine the composition of such board and its executive committee, if need be;

(q) establish the rules and scales to be followed in the regional councils and

régionaux et dans les établissements publics pour la sélection, la nomination et la rémunération des directeurs généraux et des directeurs de services professionnels ainsi que pour la détermination des effectifs de ces conseils et établissements et des conditions de travail de leur personnel;

r) statuer sur les assurances de responsabilité que les établissements doivent contracter à l'égard des actes professionnels dont ils peuvent répondre;

s) déterminer les départements de tout centre hospitalier affilié à une université à la direction desquels une personne ne peut être nommée qu'après consultation de cette université.

Publication et approbation.

Un projet des règlements adoptés en vertu du présent article est publié par le ministre dans la *Gazette officielle du Québec* avec avis qu'à l'expiration des quarante-vingt-dix jours suivant cette publication, ils seront soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil.

Entrée en vigueur.

130. Tout règlement adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente loi entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

the public establishments for the selection, appointment and remuneration of the general managers and the directors of professional services, and for determining the membership of such councils and establishments and the conditions of employment of their staff;

(r) rule on the liability insurance which establishments must take out with respect to professional acts for which they may be liable;

(s) determine the departments of any hospital centre affiliated with a university, to direct which a person shall be appointed only after consultation with such university.

Publication and approval.

Draft regulations made under this section shall be published by the Minister in the *Québec Official Gazette* with a notice that upon the expiry of ninety days following such publication, they will be submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council.

Coming into force.

130. Every regulation made by the Lieutenant-Governor in Council under this act shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date fixed therein.

SECTION VII

DISPOSITIONS D'ORDRE FINANCIER

Année financière.

131. L'année financière d'un conseil régional se termine le 31 décembre de chaque année; celle des établissements est fixée par règlement.

Dépenses.

132. Les dépenses d'un conseil régional sont payées à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature.

Contrat de rémunération.

133. Le ministre peut conclure un contrat avec un établissement privé qui n'est pas visé au paragraphe b de l'article 11 aux fins de le rémunérer, pour les services de santé ou les services sociaux qu'il dispense conformément au contrat, à un taux fixé forfaitairement par les règlements pour chaque catégorie d'établissement ou de services qu'ils désignent.

DIVISION VII

FINANCIAL PROVISIONS

131. The fiscal year of a regional council shall end on the 31st of December each year; the fiscal year of establishments shall be fixed by regulation.

Fiscal year.

132. The expenses of a regional council shall be paid out of the money appropriated each year for such purpose by the Legislature.

Expenses.

133. The Minister may make a contract with a private establishment not contemplated in paragraph b of section 11, to remunerate it, for the health services or social services it provides under the contract, at a rate fixed outright by the regulations for each class of establishments or of services which they designate.

Contract for remuneration.

Rembour-
sement de
dépenses.

134. Le ministre peut aussi, dans tous les cas où un taux forfaitaire n'est pas fixé par règlement conformément à l'article 133 convenir avec un établissement privé qui n'est pas visé au paragraphe *b* de l'article 11 de lui rembourser en totalité ou en partie les dépenses qu'il encourt et qui sont admissibles en vertu des règlements et de lui verser en outre un honoraire d'administration correspondant à un pourcentage annuel, que fixent les règlements, calculé sur les dépenses d'opération encourues par l'établissement pour dispenser les services faisant l'objet de la convention. Ces montants peuvent être payés à l'établissement par versements anticipés ou périodiques.

134. The Minister may also, in all cases where an outright rate is not fixed by regulation in accordance with section 133, agree with a private establishment not contemplated in paragraph *b* of section 11 to repay to it all or part of the expenses incurred by it which are permissible under the regulations and to also pay to it a fee corresponding to an annual percentage, fixed by the regulations, computed on the operating expenses incurred by the establishment in providing the services which are the object of the agreement. Such amounts may be paid to the establishment in advance or periodic instalments.

Expenses
repaid.

Budget.

135. Tout établissement public ainsi que tout établissement privé conventionné doit soumettre chaque année au ministre, avant la date que le ministre prescrit et conformément aux normes prévues par les règlements, son budget pour l'année financière suivante. Ce budget est sans effet tant qu'il n'est pas approuvé par le ministre.

135. Every public establishment and every private establishment under agreement must submit to the Minister each year, before the date prescribed by him and in accordance with the standards provided by the regulations, its budget for the next fiscal year. Such budget shall have no effect until approved by the Minister.

Budget.

Autori-
sation
spéciale.

En cas d'urgence ou de nécessité, le ministre peut autoriser spécialement un établissement à encourir des dépenses qui n'ont pas fait l'objet d'une approbation en vertu du présent article et, s'il y a lieu, consentir des avances à un établissement avant que cette approbation n'ait été donnée.

In case of urgency or necessity, the Minister may specially authorize an establishment to incur expenses not approved under this section and, if expedient, make advances to an establishment before such approval has been given.

Special
author-
ization.Paiement
des dé-
penses.

136. Les dépenses d'un établissement public qui ont fait l'objet de l'approbation ou de l'autorisation visée à l'article 135 sont payées à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature.

136. The expenses of a public establishment approved or authorized as contemplated in section 135 shall be paid out of the moneys appropriated each year for that purpose by the Legislature.

Expenses
paid.

Idem.

Il en est de même de toute somme payable à un établissement privé en vertu de l'article 133 ou de l'article 134.

The same shall apply for any amount payable to a private institution under section 133 or 134.

Idem.

SECTION VIII

DIVISION VIII

INFRACTIONS ET PEINES

OFFENCES AND PENALTIES

Infra-
ctions et
peines.

137. Quiconque enfreint l'une des dispositions de la présente loi ou des règlements commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, d'une amende d'au

137. Every person who contravenes any of the provisions of this act or the regulations is guilty of an offence and liable, upon summary proceeding, in addition to the costs, to a fine of not less than

Offence
and
penalty.

moins \$200 et d'au plus \$1,000 s'il s'agit d'un individu ou d'une amende d'au moins \$500 et d'au plus \$5,000 s'il s'agit d'une corporation.

Disposi-
tions ap-
plicables.

La deuxième partie de la Loi des poursuites sommaires s'applique.

Adminis-
trateur,
etc., par-
tie à l'in-
fraction.

138. Lorsqu'une corporation commet une infraction à la présente loi ou à un règlement, tout administrateur, employé ou agent de cette corporation qui a prescrit ou autorisé l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti, acquiescé ou participé, est réputé être partie à l'infraction et est passible de la même peine que celle qui est prévue pour la corporation, que celle-ci ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

Poursui-
tes.

139. Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées par le procureur général ou une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cette fin.

\$200 or more than \$1,000 in the case of an individual or a fine of not less than \$500 or more than \$5,000 in the case of a corporation.

Part II of the Summary Convictions Act shall apply. Provisions to apply.

138. When a corporation is guilty of an offence against this act or the regulations, any director, employee or agent of such corporation who has prescribed or authorized the commission of such offence or assented thereto, or acquiesced or participated therein is deemed a party to such offence and is liable to the same penalty as that provided for the corporation, whether or not it has been prosecuted or found guilty. Director, etc., deemed party to offence.

139. Proceedings under this act shall be brought by the Attorney-General or any person whom he authorizes generally or specially in writing for such purpose. Proceed-
ings brought.

SECTION IX

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

S.R., c.
149, a. 39,
mod.

140. L'article 39 de la Loi de la sécurité dans les édifices publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 149) est modifié en ajoutant, après le paragraphe 2, le suivant :

Recom-
menda-
tion.

« 3. Tout règlement prévu au présent article et se rapportant à un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48) est adopté sur la recommandation conjointe du ministre du travail et de la main-d'œuvre et du ministre des affaires sociales. »

S.R., c.
161, a. 76,
mod.

141. L'article 76 de la Loi de l'hygiène publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 161) est modifié en retranchant les paragraphes 1° et 2°.

S.R., c.
164, remp.

142. La présente loi remplace la Loi des hôpitaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 164).

S.R., c.
166, mod.

143. La Loi des institutions pour malades mentaux (Statuts refondus, 1964,

DIVISION IX

TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

140. Section 39 of the Public Buildings Safety Act (Revised Statutes, 1964, chapter 149) is amended by adding after subsection 2, the following:

R.S., c.
149, s. 39,
am.

“(3) Every regulation provided for in this section relating to an establishment within the meaning of the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48) shall be made on the joint recommendation of the Minister of Labour and Manpower and the Minister of Social Affairs.” Recommendation.

141. Section 76 of the Public Health Act (Revised Statutes, 1964, chapter 161) is amended by striking out paragraphs 1 and 2. R.S., c.
161, s. 76,
am.

142. This act replaces the Hospitals Act (Revised Statutes, 1964, chapter 164). R.S., c.
164, re-
placed.

143. The Mental Patients Institutions Act (Revised Statutes, 1964, chapter R.S., c.
166, am.

chapitre 166) est modifiée en remplaçant, partout où ils se trouvent:

a) le mot « hôpital » par l'expression « centre hospitalier »;

b) le mot « surintendant » par l'expression « directeur des services professionnels ».

S.R., c. 166, aa. 4-7, ab. **144.** Les articles 4 à 7 de ladite loi sont abrogés.

Id., aa. 28, 29, ab. **145.** Les articles 28 et 29 de ladite loi sont abrogés.

Id., aa. 31-33, ab. **146.** Les articles 31 à 33 de ladite loi sont abrogés.

S.R., c. 168, a. 8, ab. **147.** L'article 8 de la Loi des maladies vénériennes (Statuts refondus, 1964, chapitre 168) est abrogé.

Id., a. 9, ab. **148.** L'article 9 de ladite loi est abrogé.

S.R., c. 216, remp. **149.** La présente loi remplace la Loi de l'assistance publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 216).

S.R., c. 217, ab. **150.** La Loi des hôpitaux privés (Statuts refondus, 1964, chapitre 217) est abrogée.

S.R., c. 220, a. 1, mod. **151.** L'article 1 de la Loi de la protection de la jeunesse (Statuts refondus, 1964, chapitre 220) est modifié:

a) en remplaçant le paragraphe *h* par le suivant:

« *h* » « institution d'assistance publique »: un centre d'accueil au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48); »;

b) en remplaçant le paragraphe *i* par le suivant:

« *i* » « agence sociale »: un centre de services sociaux au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48). »

1968, c. 48, titre remp. **152.** Le titre de la Loi de l'Office de la prévention et du traitement de l'alcoolisme et des autres toxicomanies (1968, chapitre 48) est remplacé par le suivant:

166) is amended by replacing, wherever found:

(a) the word "hospital" by the expression "hospital centre";

(b) the word "superintendent" by the expression "director of professional services".

144. Sections 4 to 7 of the said act are repealed.

145. Sections 28 and 29 of the said act are repealed.

146. Sections 31 to 33 of the said act are repealed.

147. Section 8 of the Venereal Diseases Act (Revised Statutes, 1964, chapter 168) is repealed.

148. Section 9 of the said act is repealed.

149. This act replaces the Public Charities Act (Revised Statutes, 1964, chapter 216).

150. The Private Hospitals Act (Revised Statutes, 1964, chapter 217) is repealed.

151. Section 1 of the Youth Protection Act (Revised Statutes, 1964, chapter 220) is amended:

(a) by replacing paragraph *h* by the following:

"(h) "public charitable institution": "public charitable institution" within the meaning of the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48);"

(b) by replacing paragraph *i* by the following:

"(i) "social agency": a social service centre within the meaning of the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48)."

152. The title of the Act to establish the Office for the Prevention and Treatment of Alcoholism and other Toxicomanias (1968, chapter 48) is replaced by

R.S., c. 166, ss. 4-7, repealed.

Id., ss. 28, 29, repealed.

Id., ss. 31-33, repealed.

R.S., c. 168, s. 8, repealed.

Id., s. 9, repealed.

R.S., c. 216, replaced.

R.S., c. 217, repealed.

R.S., c. 220, s. 1, am.

"public charitable institution";

"social agency".

1968, c. 48, title replaced.

« Loi de l'Office de la prévention de l'alcoolisme et des autres toxicomanies ».

the following: "Act to establish the Office for the Prevention of Alcoholism and other Toxicomanias".

1968, c.
48, a. 1,
mod.

153. L'article 1 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe c par le suivant:

153. Section 1 of the said act is amended by replacing paragraph c by the following:

« Office ».

« c) « Office »: l'Office de la prévention de l'alcoolisme et des autres toxicomanies institué par l'article 2. »

“(c) “Office”: the Office for the Prevention of Alcoholism and other Toxicomanias established by section 2.”

1968, c.
48, aa.
2, 3,
remp.

154. Les articles 2 et 3 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

154. Sections 2 and 3 of the said act are replaced by the following:

Organisme
institué.
Nom.

« 2. Un organisme, ci-après appelé l'Office, est institué au ministère des affaires sociales sous le nom, en français, de « Office de la prévention de l'alcoolisme et des autres toxicomanies », et, en anglais, de « Office for the Prevention of Alcoholism and other Toxicomanias ». Cet organisme peut aussi être désigné sous le sigle « O.P.T.A.T. »

“2. A body, hereinafter called the Office, is established in the Department of Social Affairs under the name of “Office for the Prevention of Alcoholism and other Toxicomanias” in English and “Office de la prévention de l'alcoolisme et des autres toxicomanies” in French. Such body may also be referred to by the sigla “O.P.T.A.T.”

Fonctions
et
pouvoirs.

« 3. L'Office a pour fonctions et pouvoirs:

“3. The functions and powers of the Office shall be:

a) de promouvoir la recherche sur la toxicomanie et sur l'alcoolisme;

(a) to promote research on toxicomania and alcoholism;

b) de diffuser l'information sur les moyens de prévenir et de traiter la toxicomanie et l'alcoolisme et sur les moyens de réadapter les toxicomanes et les alcooliques;

(b) to provide information on the means of preventing and treating toxicomania and alcoholism and on the means of rehabilitating drug-addicts and alcoholics;

c) de venir en aide aux autres organismes institués dans le but de combattre l'alcoolisme et les autres toxicomanies. »

(c) to assist other bodies established to combat alcoholism and other toxicomanias.”

1968, c.
48, a. 4,
mod.

155. L'article 4 de ladite loi est modifié en remplaçant les deux premiers alinéas par les suivants:

155. Section 4 of the said act is amended by replacing the first two paragraphs by the following:

Composition.

« 4. L'Office se compose d'un directeur général et des fonctionnaires et employés jugés nécessaires.

“4. The Office shall consist of a general manager and the officers and employees considered necessary.

Directeur
général.

Le directeur général est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe son traitement; il ne peut être destitué que conformément à l'article 61 de la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14). »

The general manager shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council who shall fix his salary; he shall be dismissed only in accordance with section 61 of the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).”

1968, c.
48, a. 6,
mod.

156. L'article 6 de ladite loi est modifié:

156. Section 6 of the said act is amended:

a) en remplaçant les trois dernières

(a) by replacing the words “and treat-

lignes du troisième alinéa par ce qui suit:
« de la toxicomanie et de l'alcoolisme. »;

b) en retranchant le cinquième alinéa.

1968, c.
48, aa.
9-12, ab.

157. Les articles 9 à 12 de ladite loi sont abrogés.

Id., a. 13,
mod.

158. L'article 13 de ladite loi est modifié:

a) en retranchant, dans les onzième et douzième lignes du deuxième alinéa, les mots «, avec l'approbation du ministre des finances et du ministre de la santé »;

b) en ajoutant l'alinéa suivant:

« Le contrôleur des finances doit s'assurer, chaque année, que ces fonds sont utilisés aux fins pour lesquelles les contributions ont été faites. »

Utilisa-
tion des
fonds.

1971, c.
12, a. 6,
mod.

159. L'article 6 de la Loi du régime de négociations collectives dans les secteurs de l'éducation et des hôpitaux (1971, chapitre 12) est modifié:

a) en remplaçant les cinquième, sixième et septième lignes par ce qui suit: « établissement public au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48) n'est valide que si elle est négociée »;

b) en remplaçant les trois dernières lignes par ce qui suit: « établissements qui sont des centres hospitaliers, par le gouvernement et l'Association des hôpitaux de la province de Québec et pour le compte de tout autre établissement, par le gouvernement et par l'établissement en cause ou, pour son compte, par tout groupement d'établissements dont il fait partie et qu'il désigne à cette fin. »

Interpré-
tation.

160. Dans toute loi ou proclamation ainsi que dans tout arrêté en conseil, contrat ou document, un renvoi à la Loi des hôpitaux, à la Loi de l'assistance publique ou à la Loi des hôpitaux privés ou à une de leurs dispositions est un renvoi à la présente loi ou à la disposition correspondante de la présente loi.

ment of alcoholism and toxicomanias and the rehabilitation of alcoholics and other drug-addicts" in the last three lines by the words "of toxicomania and alcoholism.";

(b) by striking out the fifth paragraph.

157. Sections 9 to 12 of the said act are repealed.

1968, c.
48, ss.
9-12, re-
pealed.

158. Section 13 of the said act is amended:

Id., s. 13,
am.

(a) by striking out the words "with the approval of the Minister of Finance and of the Minister of Health" in the eleventh and twelfth lines;

(b) by adding the following paragraph:
"The Comptroller of Finance must ensure, each year, that such funds are used for the purposes for which the contributions have been made."

Use of
funds.

159. Section 6 of the Act respecting collective negotiations in the education and hospital sectors (1971, chapter 12) is amended:

1971, c.
12, s. 6,
am.

(a) by replacing the third, fourth, fifth and sixth lines by the following: "the 1st of July 1971 between an association of employees and a public establishment within the meaning of the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48) shall";

(b) by replacing the last three lines by the following: "said establishments which are hospital centres, by the government and the Association of Hospitals of the province of Québec and for the account of any other establishment, by the government and by the establishment concerned or, for its account, by any group of establishments of which it forms part and which it designates for such purpose."

160. In any act, proclamation, order in council, contract or document, any reference to the Hospitals Act, the Public Charities Act, the Private Hospitals Act or any of their provisions shall be a reference to this act or the corresponding provision of this act.

Interpretation.

Interprétation.

161. Dans toute loi ou proclamation ainsi que dans tout arrêté en conseil, contrat ou document, l'expression « hôpital » désigne un centre hospitalier, l'expression « hôpital public » désigne un tel centre qui est un établissement public, l'expression « hôpital privé » désigne un tel centre qui est un établissement privé, l'expression « institution d'assistance publique » désigne un établissement public, l'expression « bureau médical » désigne le conseil des médecins et dentistes, le conseil consultatif des professionnels ou le directeur des services professionnels, suivant la compétence qui leur est respectivement attribuée par la présente loi, et l'expression « surintendant », lorsqu'elle s'applique au surintendant au sens de la Loi des institutions pour malades mentaux, désigne le directeur des services professionnels d'un centre hospitalier au sens de ladite loi.

161. In any act, proclamation, order in council, contract or document, the expression "hospital" means a hospital centre, the expression "public hospital" means such a centre which is a public establishment, and the expression "private hospital" means such a centre which is a private establishment, the expression "public assistance institution" means a public establishment, the expression "medical board" means the council of physicians and dentists, the professionals' advisory council or the director of professional services, according to the competence granted them respectively by this act, and the expression "superintendent", when it applies to the superintendent within the meaning of the Mental Patients Institutions Act, means the director of professional services of a hospital centre within the meaning of the said act.

Interpretation.

Règlements continués en vigueur.

162. Les règlements adoptés en vertu de la Loi des hôpitaux demeurent en vigueur et s'appliquent à un centre hospitalier dans la mesure où ils sont conciliables avec la présente loi, jusqu'à ce qu'ils soient abrogés, modifiés ou remplacés par des règlements adoptés en vertu de la présente loi.

162. The regulations made under the Hospitals Act shall remain in force and apply to any hospital centre insofar as they are consistent with this act, until repealed, amended or replaced by the regulations made under this act.

Remain in force.

Permis continués en vigueur.

163. Tout permis ou licence délivré en vertu de la Loi des hôpitaux ou de la Loi des hôpitaux privés demeure en vigueur jusqu'à la date à laquelle il aurait expiré en vertu desdites lois et son détenteur peut, jusqu'à cette date, sous réserve de la présente loi et des règlements, accomplir les activités autorisées par ce permis, sans être tenu de détenir un permis délivré en vertu de la présente loi pour ces activités.

163. Every permit or licence issued under the Hospitals Act or the Private Hospitals Act shall remain in force until the date on which it would have expired under the said acts and its holder may until then, subject to this act and the regulations, carry on the activities authorized by such permit without having to hold a permit issued under this act for these activities.

Permit in force.

Délai d'application.

164. Le premier alinéa de l'article 46 s'applique à un établissement qui n'est pas un centre hospitalier et qui n'est pas la propriété d'une corporation n'ayant pas d'autre objet que celui de le maintenir, à compter de la date qui suit de deux ans celle de l'entrée en vigueur de la présente loi.

164. The first paragraph of section 46 shall apply to any establishment which is not a hospital centre and is not owned by a corporation having no other object than that of maintaining it, from a date two years after that of the coming into force of this act.

Application.

Idem.

165. Les dispositions de la présente loi contenues aux articles 49 à 81 s'appli-

165. The provisions contained in sections 49 to 81 of this act shall apply to

Idem.

quent à un établissement existant à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi à compter de l'expiration des douze mois qui suivent cette date. Les nominations et élections prévues aux articles 50 à 53 doivent avoir lieu dans le mois qui suit l'expiration de ces douze mois; jusqu'à ce qu'elles aient eu lieu, les dispositions des lois abrogées ou remplacées par la présente loi qui correspondent à celles desdits articles 49 à 81 continuent de s'appliquer à ces établissements.

Réduction du délai.

Toutefois dans le cas d'un établissement qui a droit au délai prévu à l'article 164, le délai de douze mois prévu au premier alinéa du présent article est réduit à trois mois et ne commence à courir qu'à compter de la date à laquelle cet établissement s'est conformé au premier alinéa de l'article 46.

Délai d'application.

166. L'article 159 s'applique dans le cas d'un établissement autre qu'un centre hospitalier à l'égard d'un groupe de salariés à compter de la date à laquelle expire la convention collective qui lie cet établissement à ce groupe de salariés si cette date est postérieure au 30 juin 1973.

Application de la loi

167. Le ministre des affaires sociales est chargé de l'application de la présente loi.

Entrée en vigueur.

168. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil à l'exception de l'article 149 lequel entrera en vigueur à toute date ultérieure qui pourra être fixée par toute autre proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

any establishment existing on the date of the coming into force of this act from the expiry of twelve months after such date. The appointments and elections provided for in sections 50 to 53 must take place within the month following the expiry of such twelve months; until such appointments and elections have taken place, the provisions of the acts repealed or replaced by this act corresponding to those of sections 49 to 81 shall continue to apply to such establishments.

However, in the case of an establishment entitled to the delay provided in section 164, the delay of twelve months provided in the first paragraph of this section shall be reduced to three months and shall commence only from the date when such establishment has complied with the first paragraph of section 46.

Reduction of delay.

166. Section 159 shall apply in the case of an establishment other than a hospital centre as regards a group of employees from the date when the collective agreement binding such establishment to such group of employees expires, if such date is later than the 30th of June 1973.

Application.

167. The Minister of Social Affairs shall be entrusted with the application of this act.

Application of act.

168. This act shall come into force on a date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council except section 149 which shall come into force on a later date which may be fixed by any other proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

Coming into force.

ANNEXE / SCHEDULE

1. Le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec;
2. Le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec;
3. Le Collège des pharmaciens de la province de Québec;
4. Le Collège des optométristes et opticiens de la province de Québec;
5. La Société des techniciens en radiologie médicale du Québec;
6. La Société d'Orthophonie et d'Audiologie de la province de Québec;
7. La Corporation des opticiens d'ordonnances de la province de Québec;
8. L'Association des infirmières et infirmiers de la province de Québec;
9. L'Association de diététique du Québec — Québec Dietetic Association;
10. La Corporation des travailleurs sociaux professionnels de la province de Québec —
Corporation of Professional Social Workers of the Province of Québec;
11. La Corporation des psychologues de la province de Québec;
12. La Corporation des chimistes professionnels du Québec.